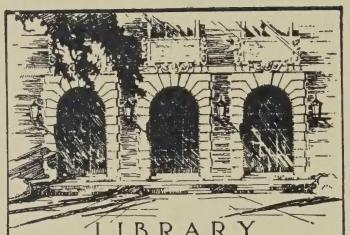


LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY
OF ILLINOIS

928.4
G44j

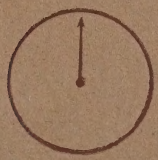
Digitized by the Internet Archive
in 2026 with funding from
University of Illinois Urbana-Champaign

https://archive.org/details/lajeunesselitter00giro

TENDANCES

8 ROGER GIRON ET ROBERT DE SAINT-JEAN 8

LA JEUNESSE LITTÉRAIRE DEVANT LA POLITIQUE



ÉDITIONS DES CAHIERS LIBRES
Avenue Malakoff, 57 — PARIS — 1998

IRIE J.GIBERT
Quai St Michel
· PARIS ·
Neufs & d'Occasion

TENDANCES - 8

MARS 1928

La JEUNESSE LITTÉRAIRE DEVANT LA POLITIQUE

TENDANCES

8

ROGER GIRON
ET
ROBERT DE SAINT-JEAN

LA JEUNESSE LITTÉRAIRE
DEVANT LA POLITIQUE

EDITIONS DES CAHIERS LIBRES
57, Avenue Malakoff, 57 — PARIS — 1928

JUSTIFICATION DU TIRAGE :

Ce cahier, le huitième de la Collection Tendances, a été tiré à mille trente exemplaires, à savoir : cinq exemplaires sur Normandy teinté marqués de A à E, vingt-cinq exemplaires sur Hollande, numérotés de VI à XXX, et mille exemplaires sur Alfa numérotés de 31 à 1.030, plus un certain nombre d'exemplaires réservés à la presse et aux auteurs.

N° 174

938.4
C44s

A François Le Grix qui nous confia le soin de cette enquête nous offrons ce petit livre en lui donnant moins que nous n'avons reçu.

Gen. Res. Kolb 1 Dec 1955 Bourgeaud

La Jeunesse Littéraire[1] devant la Politique

La première version de cette enquête a paru dans la Revue Hebdomadaire, *du* 16 *janvier au* 13 *février* 1926. *Elle contenait, en plus des témoignages recueillis ici, une réponse de M. Henry de Montherlant que nous aurions reproduite s'il ne nous l'avait interdit. En revanche la lettre de M. Henri Massis qui clôt ces pages se trouve inédite.*

M. DRIEU LA ROCHELLE

La première fois que je rencontrai M. Drieu La Rochelle, c'était à Cambridge en 1919. Il parlait anglais avec une extrême lenteur, et dérivait couché à bord d'un de ces bateaux plats qui paressent sur le fleuve le plus oisif du monde. Le corps dégingandé, on le voyait parfois traverser les pelouses sous la pluie.

Interrogation avait vu le jour pendant la guerre. Peu

(1) Mieux vaudrait dire : *Les Jeunes écrivains devant la politique* pour définir le caractère particulier de l'enquête.

après l'armistice, parut un second volume de poèmes marqués de l'influence de Claudel. Cette influence n'est pas niable. Mais les deux poètes cessent souvent de se ressembler : chez Claudel l'élan est toujours puissant, irrésistible ; parfois il s'embarrasse, s'embrouille ; mais il finit, tant bien que mal, par trouver le but. Au contraire, comment ne pas sentir que la force qui anime les versets de Drieu est intermittente, se relâche, tombe parfois brusquement ? Ce défaut disparaît presque entièrement quand l'écrivain traite un sujet politique. *Mesure de la France* est peut-être l'œuvre de Drieu qui a le plus de contours et d'arêtes. C'est aussi une des méditations les plus curieuses qui aient été écrites sur l'avenir de ce pays. Le problème de la dépopulation y est éclairé à plomb ; et le chapitre intitulé « le retour du soldat » est le *curriculum vitæ* d'une génération.

Mesure de la France date de 1922. Depuis lors, M. Drieu La Rochelle s'est documenté sur les mœurs de l'époque. Il a fixé l'aspect le plus intime du désordre moderne dans plusieurs livres. Mais ses premières préoccupations le hantent toujours et il nous a envoyé un article en quatre points qu'on aura vite fait de reconnaître pour un manifeste.

LA JEUNE DROITE

« Le temps est venu de constituer en France un parti de droite, qui se débarrasse décidément des erreurs passées et abolies, qui étonne et confonde ses adversaires en les privant soudain des vieilles cibles sur quoi ils ont

à jamais braqué leurs vieux canons, et qui conquière ses adhérents par des nouveautés de vues inconnues de ce pays et des autres opinions.

Avant tout, la Jeune Droite se débarrasse de quatre idées qui ont été fatales à la vieille Droite, que les conditions de l'Europe et du Monde ont périmées.

La Jeune Droite est :

1° Contre la dictature ;
2° Contre la guerre ;
3° Hors l'Eglise ;
4° Bourgeoise.

1) *Contre la dictature.*

Nous ne marquons que pour mémoire que la Jeune Droite est d'avance et sans délibération républicaine. La République est la forme naturelle du gouvernement de la France, conquise par un siècle de révolutions, sanctionnée par le dévouement unanime de quatre ans de guerre. Nous n'avons jamais songé un instant à des noms qu'ont portés des familles qui ont perdu avant leur peuple le sens de leur autorité. Nous ne laisserons pas plus longtemps l'habitude à de creux démagogues de défendre la République contre le néant.

Mais il importe d'insister sur le point capital : la Jeune Droite élimine rigoureusement l'idée de dictature. Cette idée, veule et faible, a dispensé pendant cinquante ans les conservateurs, en France, de tout effort personnel, immédiat ; elle a tenu leurs troupes éparpillées dans des cantonnements d'hiver qui ne finissent jamais. Des hommes ne doivent pas compter sur un homme pour

se tirer d'affaire ; ils doivent se réunir et commencer de travailler. Que tous servent ! Ceux qui sont les meilleurs serviteurs, les chefs, se feront connaître au cours du service.

La France, avec l'Angleterre, est le pays qui a la plus forte culture politique : sa vie sociale, comme celle de l'Allemagne, est cent fois plus complexe que celle des pays à dictateurs, Russie ou Italie. Une seule tête ne peut suffire à embrasser ses difficultés, rompre toutes ses routines, ouvrir toutes ses voies neuves.

Il faut que l'élite, en France, se sauve elle-même.

2) *Contre la guerre.*

Vu l'état de la science et de l'industrie, nous considérons que la guerre, même défensive, n'est plus un moyen de salut pour le peuple. La prochaine guerre, pour nous, c'est la ruine de l'Europe. Nous sommes prêts à faire sur ce point le plus grand effort de redressement de doctrine. Ce sera le plus difficile, mais celui qui sera décisif pour redonner au parti conservateur, en France, le pouvoir de dominer et de diriger les événements. Nous nous engageons résolument dans la négation du système de la paix armée. Nous affirmons avec une hardiesse vraiment moderne — qui laisse derrière elle l'attitude pourtant lucide des conservateurs anglais, des républicains allemands, qui met en suspicion le qui-vive de Mussolini, qui se dresse passionnément contre le calcul de violence des Russes — que les Français doivent achever de prendre conscience de leur responsabilité de peuple le plus développé de ce continent, en renonçant à affirmer par

les armes une personnalité morale qui est indéfectible.

En conséquence, l'armée française n'est qu'une troupe de police, qui, à l'intérieur, est entraînée contre la subversion communiste, à l'extérieur, est à la disposition de la Société des Nations, dévouée aux intérêts prochains des Etats-Unis d'Europe, et enfin, en Afrique et en Asie, en plus de l'armée anglaise, est organe de transition dans l'évolution vers l'autonomie de ces mondes.

La Jeune Droite n'est pas impérialiste ; personne n'est impérialiste en France.

Mais la Jeune Droite est nationaliste.

Il y a dans le nationalisme un indispensable élément d'intégrité, et aussi d'expansion spirituelle, dont c'est la mission évidente d'un parti de droite de maintenir la sauvegarde, dans une France remplie d'étrangers, dans une Europe qui a découvert trop récemment l'individualisme national pour pouvoir en chasser bientôt la hantise, en face d'une Asie où le contact de l'Europe a déclanché on ne sait quelle fureur ethnique.

Mais ce nationalisme, scindé du militarisme, doit inventer des moyens modernes d'efficacité. On les trouvera en étudiant le modèle de communautés religieuses et mercantiles, qui ont vécu sans le secours de l'épée. Les Français doivent être les Juifs des Etats-Unis d'Europe.

3) *Hors l'Eglise.*

S'ils sont catholiques, de pratique ou de sympathie (s'ils ne sont pas protestants, juifs ou libres-penseurs), les hommes de la Jeune Droite auront soin de séparer de façon nette et saine, de leur activité sociale et politique, leur activité en tant que défenseurs d'intérêts confes-

sionnels (questions de l'école, des congrégations, des relations avec l'internationale qui leur est propre). Il ne doit pas y avoir de Parti Catholique en France, mais un syndicat catholique à objectif limité.

4) *Bourgeoisie.*

La jeune Droite, prenant le contre-pied de toute démagogie, anéantit cette hypocrisie qui jette la défiance et le désespoir dans le peuple, et déclare qu'elle est bourgeoise. La Jeune Droite, en tant que groupement d'hommes de paix et d'ordre, comptera dans ses rangs, si elle le veut, le paysan, l'employé, l'ouvrier ; elle en comptera plus que le bloc ouvrier-paysan. Elle saura, d'autre part, reconnaître dans les Métiers l'élite qui est propre aux hommes de main, d'experts du travail, de conseillers et de conciliateurs.

Mais elle pose franchement en principe que ses chefs sont des bourgeois et que les bourgeois — ceux qui le deviennent ou qui le restent, d'une génération à l'autre, par le travail et les talents — doivent savoir garder l'autorité avec la responsabilité.

La Jeune Droite est l'organe de construction de toute la bourgeoisie productrice, depuis le grand industriel jusqu'à l'agriculteur propriétaire, jusqu'à l'ouvrier qui élargit son sort en reportant son esclavage sur la machine.

La Jeune Droite renonce à séduire le peuple ; elle lui impose cette démonstration : qu'un patron vaut mieux qu'un comité d'usine, une coopérative, dans un pays de coopérateurs, qu'une coopérative en face d'un Etat socialiste, d'un capitalisme d'Etat. »

DRIEU LA ROCHELLE.

M. FRANÇOIS MAURIAC

Dès qu'on franchit la porte de M. Mauriac le portrait de Barrès frappe les yeux. Un Barrès jeune et brûlant, réplique de l'œuvre de J.-E. Blanche qui accueillait dans le salon jaune du boulevard Maillot les sujets attendant l'audience du Prince. Cette image liminaire rappelle au visiteur qu'un matin de mars 1910, le jeune François Mauriac, alors coiffé de littérature spiritualiste, découvrit dans l'*Echo de Paris* un « premier Barrès » consacré aux *Mains jointes* : « Qu'adviendra-t-il de la charmante source ? concluait Barrès. L'adolescent perdra son âge aimable et sûr de plaire... Saura-t-il mûrir ? C'est là le grand problème... » Le poète, devenu romancier, a répondu par ses œuvres.

C'est dans son cabinet de travail que M. Mauriac nous accueille ; haute pièce à laquelle une baie et des murs couverts de tableaux donnent un peu l'aspect d'un atelier. Mais celui qui nous parle n'a rien d'un peintre, ni d'un écrivain à la mode. Cette mince et longue silhouette, ce regard inégal et ardent, ce vêtement couleur de feuille morte... On songe à ces moines de maigre figure, aux membres étirés, qui s'enlèvent sur de sombres Greco.

M. Mauriac est tout surpris qu'on ait songé à l'interroger sur la politique. Il en est si loin ! Il l'ignore d'un si bon cœur !

— Je suis tout à fait étranger à ces choses, nous déclare-t-il tout de suite, d'une voix qui a de l'accent bordelais juste ce qu'il faut pour être piquante. Oui,

tout à fait étranger... Je ne suis pas du tout un animal politique. Et cela, non par principe, mais de nature. Je n'éprouve aucun mépris pour ceux qui « font de la politique », mais de l'indifférence. Ils me sont aussi étrangers que la corporation des hommes-sandwich ou des croque-morts, et je n'ai pas envie de me mêler à eux.

— Cependant, il vous arrive bien de participer à la vie politique de votre pays ? Vous êtes contribuable. Vous votez peut-être ?

— Oui, j'ai voté, je vous confierai même que j'ai voté contre le Cartel. Mon rôle politique s'est borné là. Deux ou trois fois, au cours de mon existence, j'ai voulu faire davantage. Vous allez voir quelle fut mon « action ».

Aux environs de dix-sept ans, j'ai voulu être sillonniste. C'était la belle époque du *Sillon*. J'ai été vite et profondément déçu. J'ai rencontré là d'excellents cœurs, mais quelle pauvreté idéologique !

Par ailleurs, chaque fois que j'ai tenté de rédiger un travail qui se rattachât plus ou moins à la politique, j'ai été horriblement gêné. Je n'étais plus Mauriac mais j'écrivais à la manière de Bainville, ou de Romier...

Je ne peux même pas imaginer que les hommes politiques soient faits du même limon que moi. Tenez, j'ai été présenté dernièrement au président Doumergue. Je m'attendais à rencontrer quelqu'un d'inintelligible, qui m'échapperait complètement. Eh bien ! pas du tout ! J'ai été très surpris de trouver un homme très simple, qui ressemblait à s'y méprendre à l'un de mes oncles...

— Ainsi, pour vous, il existerait une véritable incompatibilité entre l'homme de lettres et le politicien ?

— Absolument. Notez que je ne place nullement l'un au-dessus de l'autre. Il m'apparaît, au contraire, qu'il ne peut y avoir de comparaison entre l'un et l'autre. Il s'agit de choses essentiellement différentes. Ma fonction d'écrivain, de romancier, est d'étudier le cœur de l'homme, et singulièrement ses contradictions. Un être, dès qu'on l'observe tant soit peu, montre en lui mille humeurs diverses ; aussi est-il impossible de le faire tenir en une formule simple sous peine de mentir. Le mot de Benjamin Constant a force de loi pour les analystes scrupuleux : « Il n'y a de vérité que dans les nuances. »

Or la politique veut, au contraire, et par nécessité, une simplification atroce de la psychologie : elle classe les êtres. Pierre est mauvais, il doit être abattu, tandis que Paul est admirable. Même contraste que dans les drames de Hugo (ce qui explique peut-être la facilité que Hugo a eue à s'occuper de politique). Je reconnais que cette façon de peindre les êtres d'une couleur unique est indispensable dans le domaine de l'action, surtout en démocratie. Mais dans mon art, je veux employer exactement le procédé contraire.

Au surplus, je ne crois pas me tromper en affirmant que les grands écrivains qui ont voulu se donner à l'action politique l'on fait à leur détriment et à celui de la chose publique : Châteaubriand, Lamartine...

— Barrès ?

— Barrès... Ah ! c'est très différent... Barrès, c'est toujours un cas à part... Il allait à la Chambre, mais il était libre en la quittant. Il n'a jamais été ministre, ne s'est pas laissé dévorer tout entier... Cependant, il y al-

lait... Je crois qu'en dehors d'un sacrifice admirable fait à la chose publique, il y avait là pour lui, somme toute, une question d'hygiène. Barrès ne pouvait comprendre qu'on écrivit toute la journée. Et comme l'ennui le guettait, il trompait le temps en se rendant au Palais-Bourbon. Là, derrière son binocle, il observait la faune parlementaire, comme Fabre, sous la loupe, observait les mœurs des insectes... Toute une partie de son œuvre s'alimente ainsi de son expérience d'homme public, peut-être la plus saisissante...

— Et Maurras ?

— Eh bien ! Mais je pense que, chez Maurras, l'homme politique ne fait qu'un avec l'écrivain...

Je reviens à votre question de tout à l'heure. Et c'est pour vous dire que la chose publique ne me laisse pas indifférent. Loin de là ! Je suis très soucieux, en tant que citoyen français, de voir mon pays conserver le rang qui lui appartient. Tous mes goûts vont à un gouvernement qui soit un gouvernement. Je suis profondément antiparlementaire. Voilà une déclaration nette, je pense. Etes-vous satisfaits ?... J'estime que le gouvernement doit faire son métier — et me laisser faire le mien...

— Mais si l'Etat, outrepassant ses droits, en abusant, touche aux libertés essentielles, à la liberté religieuse, par exemple...

— Je protesterais et, dans la mesure de mes moyens, j'agirais. Vous le savez, je suis catholique, profondément, passionnément. Sur ce terrain, je suis partisan. Au besoin, notez-le, je prendrais parti avec violence. Tout ce qui, au début de l'avènement du Cartel, m'a paru être

dirigé contre le catholicisme, m'a profondément révolté.

— Etes-vous hostile à l'école unique ?

— Oui, parce que ce projet ne me paraît imaginé que pour nuire à l'école libre. D'ailleurs, quelle idée grossière : une école unique !... Unique ! *Mais je voudrais, moi, autant d'écoles que d'enfants !*

Ces dernières phrases, M. Mauriac les a prononcées avec fièvre. Il se révolte à la seule idée que l'on puisse essayer de toucher à sa foi. Et comme nous demandons à notre interlocuteur quel est son sentiment devant ce problème de l'Europe de la civilisation occidentale, qui préoccupe tant d'écrivains, il va nous répondre :

— Est-il besoin de vous dire que j'espère ne plus voir la guerre déchirer les nations ? Mais je veux que chaque pays garde sa couleur et son accent particuliers. Jadis, il y avait la Chrétienté. Chaque peuple restait soi-même, et tous communiaient en Dieu... Toute renaissance religieuse me paraîtrait bienfaisante dans cet ordre-là.

— D'autres échanges entre « bons Européens » ne vous paraissent-ils pas possibles ?

— Je ne saurais vous dire. Voyez-vous, par beaucoup de côtés, je représente assez un type fort répandu en province. Je suis le Français qui a peu voyagé, qui est incapable de retenir un mot étranger, qui a horreur du paysage qu'il imagine derrière ce nom : New-York... etc... Si je suis patriote, c'est, vous le constatez, de la façon la plus rudimentaire, la plus primaire...

M. JEAN CASSOU

C'est un agrément de causer avec M. Jean Cassou. Nous l'avons rencontré chez lui et c'est une bonne fortune, car il mène plusieurs existences à la fois. Fonctionnaire, comme la plupart des Français, il fréquente assidûment les couloirs du ministère de l'Instruction publique. Sa tâche achevée, il trouve le moyen d'écrire des articles, des traductions, des livres. *Eloge de la folie* l'a, d'un coup, classé dans le peloton de tête.

Dès les premiers mots, M. Jean Cassou joue franc jeu.

— Non, je ne fonderai pas de ligue, comme Drieu La Rochelle, ou de club, comme Pierre Dominique. Je ne lancerai pas même de manifeste. A quoi bon, tout cela ? C'est œuvre vaine. Les jeunes ont la manie de vouloir incorporer la littérature à la politique. C'est à Barrès que l'on doit cette attitude déraisonnable ; mais Barrès, c'était lui... Aujourd'hui le moindre poète, s'il chante les petits oiseaux, c'est à droite ou à gauche. C'est terrible !

Notez que cette manie ne date pas de ce temps. Les Français ont la tête politique, et l'on trouverait un politicien chez Blaise Pascal lui-même ! Le Français a toujours aimé se soumettre à une raison, à une explication générale, accessible à la moyenne des esprits. Vous avouerez qu'une telle recherche, pour si honorable ou utile qu'elle puisse être, limite singulièrement la littérature.

— Seriez-vous partisan de l'art pour l'art ?...

— Point ! La théorie des Parnassiens est, à mon avis, absurde, fausse, étroite. L'art pour l'art — formule tout juste propre à embêter le bourgeois ! Tout cela est passé et, aujourd'hui, nous fait rire. Je pense simplement que, l'art a ou doit avoir une portée morale, spirituelle, universelle. Il ne faut le restreindre ni à lui-même, ni à son application à la politique.

— Ne pensez-vous pas que la guerre et ses conséquences ont modifié l'aspect du problème ? Des hommes qui, à des époques tranquilles, ne se seraient jamais occupés de politique n'y sont-ils pas en quelque sorte contraints par les événements ?

— Non. Du moins, je ne le crois pas. Sans doute, avant la guerre, la politique ne sollicitait pas du tout les écrivains. Elle était réservée aux plus bêtes, en général à des Méridionaux. Aujourd'hui nous sommes tous plus ou moins liés par les événements. Et bien ! j'estime que la meilleure façon pour nous de réagir contre ces événements, c'est de nous abstenir.

D'ailleurs, les événements politiques n'ont pas d'importance. On a trop, en France, le préjugé de l'histoire. La grande affaire, la chose qui compte, c'est l'avancement de l'espèce. Nous avons fait quelque progrès depuis le temps où nous étions singes. Continuons. Il y a encore beaucoup à faire.

— Bref, vous ignorez la politique. Reconnaissez que la politique, elle, ne vous ignore pas. Vous payez des impôts ?...

— Hélas !...

— Vous votez ?

— Oui, oui. Mais tout cela n'a pas d'importance. Je persiste à croire que l'écrivain n'a qu'à se débrouiller dans son époque... Surtout, qu'il ne demande pas le secours de l'Etat !... L'Etat, s'il s'occupe d'art, vous le savez, c'est épouvantable... Si, ce qu'à Dieu ne plaise, j'étais un jour, dictateur, mon premier soin serait de mettre le feu à l'école des Beaux-Arts !...

J'entends parler de tous côtés de la disparition de la civilisation occidentale. C'est possible. Mais ce n'est qu'une contingence. Notre civilisation meurt. Soit ! Mais qu'elle dure le plus longtemps possible ! Je constate qu'il y a un abaissement certain de l'esprit. Aussi le salut n'est qu'en chacun de nous... »

Nous regardons quelques œuvres de peintres espagnols, suspendues au mur par le traducteur d'Unamuno et de la Serna, et entendons aussitôt Jean Cassou parler de l'Espagne ; il nous dit sa joie qu'une nation comme celle-là, dans le gâchis depuis des siècles, garde encore une grande vigueur spirituelle. Mais il revient à la politique et avoue qu'au fond de lui dort un parlementaire.

—Oui, je me sens parlementaire et cela ne me fait nullement sourire. Le Parlement, c'est une bonne pourriture qu'il faut conserver ! Je vote pour les modérés, car, malgré tout, ils garantissent davantage les libertés individuelles — et c'est la grande affaire. La belle époque politique, pour moi, c'est la Restauration. Elle a été une période d'humanisme européen. Les parlementaires d'alors sont des figures passionnantes...

— C'est peut-être qu'à ce moment le suffrage universel n'existait pas...

— Peut-être, dit Jean Cassou, peut-être...

M. JOSEPH DELTEIL

Certains écrivains placent leur feuille de papier intacte devant eux, et se regardent en elle comme devant une glace. Sans aucun doute, Joseph Delteil n'est pas de ceux-là.

On serait porté à conclure que l'auteur d'une littérature si plantureuse a le teint vermillon et l'encolure d'un jeune taureau.

M. Delteil est mince de corps, et porte longue figure ; son teint est anémique, son profil presque osseux ; par plus d'un trait, il ressemble à certains personnages des miniatures de Clouet. Il n'évoque en rien les trognes rabelaisiennes, encore moins Rabelais lui-même, dont le sourire sensuel éclaire les murs de la pièce où nous entrons.

Nous jetons les yeux sur la table de travail ; une minuscule tête casquée de la Pucelle semble surveiller ce qu'est en train d'écrire son hagiographe. Singulière odyssée que celle de la *Jeanne d'Arc* de M. Delteil ! D'abord condamnée au bûcher par quelques censeurs du quartier Saint-Sulpice, elle a fini par recueillir les lauriers de femmes de lettres téméraires.

— Je suis réaliste, nous dit M. Delteil d'une voix égale que marque l'accent pyrénéen ; aussi la politique me paraît sans intérêt. C'est un cercle vicieux : ou bien l'on tourne en rond dans la démocratie, et c'est le règne des sardines, ou l'on tombe sous une dictature, c'est-à-dire sous la coupe des requins. Sardines ou requins ?

Moi (simple question de goût !), j'aime mieux le régime des requins. Ne serait-ce qu'au point de vue esthétique, le coup de force me paraît très séduisant. Mais c'est un point de vue particulier...

La voix de M. Delteil se fait plus douce, ses yeux semblent heureux ; il va parler de ce qu'il aime.

— Voyez-vous murmure-t-il, j'ai choisi autre chose, j'ai choisi la littérature. Or, il faut éviter comme la peste de faire deux choses à la fois. Une chose par homme, pas plus, et c'est déjà beaucoup si on la fait « à plein », de tout son ventre.

Aussi je ne prends même pas la peine de voter. Pourquoi faire ? *Le choix d'une épithète m'importe bien plus que le choix du président de la République.* Je mets quelquefois une heure de travail à trouver le mot convenable.

— Pas si convenable que ça...

M. Delteil ne sourit pas :

— Ce que je voudrais, c'est que l'on supprimât la notion de l'Etat tel qu'elle nous est donnée actuellement. De nos jours on a fait de l'Etat quelque chose de souverain, d'infaillible. En tant qu'individu, et même en tant qu'individualiste, je suis l'ennemi d'une telle conception. Ce qui me révolte, c'est de voir que l'unité-indi-

vidu a délégué une partie de sa liberté à l'Etat alors que l'unité-Etat se refuse à toute délégation de pouvoir. Il faudrait que l'Etat fût placé sous la juridiction d'un *Surétat.* Voyez le père de famille. Il est tout-puissant à l'intérieur de sa famille, mais sa puissance est toutefois sous un contrôle supérieur. Il faudrait que l'Etat lui-même fût réfréné, qu'un autre pouvoir balançât le pouvoir temporel.

— Un pouvoir spirituel par conséquent ?

— Mais oui ! Pourquoi pas le Pape ? Le jour où les Etats-Unis d'Europe seront constitués, Rome devrait être leur couronne spirituelle. Je parle de tout cela, d'ailleurs, dans *les Poilus.*

— Qu'y trouve-t-on encore ?

— Une épopée de la guerre une preuve nouvelle de l'existence de Dieu, etc., etc.

Une question nous vient aux lèvres :

— Vous venez de parler des « Etats-Unis d'Europe ». Ce terme (dont la définition précise reste d'ailleurs à trouver) vous paraît-il faire double emploi avec « Société des Nations ? »

— Je suis un réaliste, nous répète M. Delteil. Ce qui manque dans l'édifice wilsonien, c'est l'idée de sanction. Il ne peut exister de droit sans le secours de la force. Quand il n'y a pas de gendarmes, il y a moins de vertu. C'est la même chose dans la vie des individus... C'est d'ailleurs la raison pour laquelle l'enfer est à mes yeux l'invention la plus merveilleuse du catholicisme. Songez donc ! Dieu, qui est pourtant tout-puissant, a cru bon de s'aider de cette menace sous les yeux de l'homme pour

le tenir en bride. Sans la crainte de l'enfer, jusqu'où l'homme ne peut-il s'abandonner ? Qui empêche celui qui ne croit pas de devenir un monstre ? Etre croyant ou être brigand : tel est le choix qui s'impose à chacun.

— Croyez-vous à un réveil du sentiment religieux ?

M. Delteil considère la mappemonde posée sur son bureau ; c'est une petite boule comme celle qui sert à montrer aux enfants les cinq parties du monde.

— Je crois que depuis la guerre le problème religieux, comme tous les problèmes, a été revisé et traité selon un esprit moins routinier. Mais je vois aussi en même temps l'âme se retirer de notre vie moderne ; nous l'avons supprimée au profit des machines, et d'une agitation purement matérielle. A ce point de vue, l'Orient nous est très supérieur (mais quel Orient, monsieur Delteil ?)... Si jamais j'étais dictateur, j'instituerais, pour chacun, l'heure quotidienne de méditation obligatoire ! Je condamnerais mes compatriotes à rester chaque jour soixante minutes tête à tête avec eux-mêmes, sans journaux, sans livres... Il y a des gens, vous savez, qui meurent sans avoir jamais réfléchi sur le sens de la vie...

— Au moyen âge, cette réflexion étaient permise.

— Ah ! Je pense souvent que j'aurais dû vivre à cette époque !... Dire que l'on pouvait passer toute une vie à parfaire une statue... Et l'Eglise d'alors ! Comme elle était liée au peuple, mêlée à l'intimité de toutes les existences. Que celle d'aujourd'hui paraît pâle à ses côtés !...

Nous parlons à M. Delteil du manifeste de M. Drieu La Rochelle. Tout de suite, il nous arrête :

— Comment Drieu compte-t-il obtenir ce qu'il désire ? Par la force, ou par la seule persuasion ? Que dites-vous ? Il n'en parle pas ? Mais ce qui m'intéresse, moi, c'est l'application d'une idée plus que l'idée elle-même. Si l'on me parle d'un plan mirifique, il faut toujours que je me demande : comment peut-il être exécuté ? Je suis un réaliste...

Nous prenons congé de M. Delteil sur ce mot où il veut se résumer. Nous avons eu la bonne fortune de le rencontrer avant un proche départ pour la campagne, à la veille d'un « plongeon dans la vie animale ». Là-bas, nous confie-t-il, parmi les vignes, il écrira peut-être une vie de Mussolini :

— Quel personnage titanesque ! Je le vois comme un héros d'Eschyle. Je l'étudierai en dehors de toute polémique, je ne chercherai que l'homme...

— En France, aucun personnage public ne vous intéresse à ce point ?

— Non, le portrait de Briand, par exemple, ne me tente pas, et pourtant...

— Ne règne-t-il pas sur le monde des sardines ?

— Précisément, et moi, je vous l'ai dit, je trouve plus d'attrait aux requins...

M. TRISTAN DERÊME

Après avoir écrit à M. Tristan Derême nous fûmes pris de crainte : nous répondrait-il ? L'auteur de *la Verdure dorée*, nous assuraient les uns, vit dans une retraite profonde, entre un vieillard à la barbe de neige et une folle

jeune fille : le facteur ne vient jamais jusqu'à son ermitage invisible. N'en croyez rien, affirmaient les autres, M. Tristan Derême n'est qu'un affreux politicien ; il est le collaborateur d'un député de son département, et les campagne électorales n'ont pas de secrets pour lui !

Nous restions perplexes. M. Tristan Derême nous apparaîtrait-il drapé dans des opinions toutes faites ; ou bien viendrait-il à nous vêtu en bouffon, comme Fantasio ? La surprise fut autre : il se présenta en bourgeois à peine bohémien.

Dans un café du Palais-Royal nous abordâmes un homme simple, dont le regard musait au plafond. Une figure ronde sous un chapeau mou de couleur sombre ; un ample pardessus couleur puce gonflé de journaux, de livres ou de poèmes inachevés.

— Garçon, trois tilleuls ! lance, comme une gasconnade, le poète... Quelle idée singulière, mes amis, de me demander ma modeste opinion !.. Je n'ai pas encore fait d'ode à la gloire de M. Doumergue. Aussi Politique et Poésie sont pour moi dames étrangères.

— Croyez-vous qu'elles soient sœurs ennemies ?

— La politique, en tout cas, répond le poète, se soucie fort peu de la littérature et je pourrais, en ce moment, lui rendre la pareille. Ce serait de bonne guerre... Accordons-lui pourtant une harangue. Mais permettez-moi de vous avouer auparavant que je ne puis considérer l'objet de votre enquête qu'à travers la poésie... Vous souriez ?... Ne suis-je donc point pareil à tous les hommes ? Je n'en connais aucun, pour ma part, qui ne regarde le gou-

vernement autrement qu'à travers les lunettes de sa profession, de son état ou de sa qualité.

Tenez pour assuré que, pour un marchand drapier, la politique n'est autre chose que l'ensemble des lois qui régissent le commerce des draps. J'ai donc bien le droit de penser, en mon logis, comme feraient un lampiste ou un quincailler derrière leur comptoir, que la politique, c'est l'ensemble des traités qui lient l'Etat et la poésie.

M. Tristan Derême prononce ces derniers mots avec force et majesté — comme on énonce une certitude, un article de foi. C'est à peine si notre mine surprise fait naître un sourire au coin de ses lèvres. Il reprend :

— Il fut un temps où M. Fernand Vanderem entreprit d'instituer la politique, — la politique dont je parle, la politique de la poésie ou de la littérature. Il imagina que les écrivains étaient tout aussi dignes d'intérêt que MM. les commis des postes et des télégraphes, et qu'il convenait, en conséquence, que se trouvât établi sans retard un ministère des Lettres. C'était une idée.

— Vous ne la partagez point ?

— Attendez. J'eus, lorsque je la connus, un rêve, et que je veux vous dire. Le mur des siècles ne m'apparut pas, comme à l'autre, mais je pensai, sous mon édredon, que j'étais ministre des Lettres. Oui, messieurs. Et prenant la plus belle de mes plumes, j'écrivais à M. le Président du Conseil :

« Depuis le jour où vous avez poussé l'indulgence au point de me confier le ministère des Lettres, depuis

le jour où je me suis donné à la tâche d'administrer la littérature pour le bien des neuf sœurs et de la République, j'occupe mes nuits à songer que je perds mes journées.

« Le Chef du Bureau de la Poésie Didactique est assiégé par les parlementaires. Le poète Philippe Lalouette n'a pas craint, en effet, d'intéresser à sa cause les quatre sénateurs et les sept députés de son département, et ces représentants honorables, qui, tour à tour, et s'ignorant les uns les autres, se rendent et séjournent sous mes plafonds, demandent, prient, implorent, exigent que mes Services interviennent de la façon la plus pressante auprès de M. Pierre-Roch Caillou, éditeur, afin qu'il publie *la Numismatique, mise en ballades, rondeaux et à la portée de tous par le truchement des Muses*, ouvrage considérable par son poids et qui semble assuré de rester, sinon dans la mémoire des hommes, du moins aux étalages des libraires et de ruiner ainsi l'imprudent qui emploierait ses piastres, doublons, maravédis ou rixdales à faire bénéficier ce manuscrit du traitement que nous devons au génie de Gutenberg.

« Le secrétaire de l'un de ces parlementaires — mais ses propos ne me paraissent sincères que médiocrement — allègue que mon collègue du Commerce est disposé à décorer M. Caillou (Pierre-Roch) si l'ouvrage est édité ; et que, si le volume ne paraît point, mon collègue de l'Intérieur a décidé qu'il prendrait un arrêté d'expulsion contre le même et honnête commerçant, qui est, comme vous le savez, sujet d'une autre nation que la nôtre.

« Je n'ai pas besoin de vous exposer que M. Philippe Lalouette, en agissant comme il fait, se comporte à la façon de quatre ou cinq mille autres poètes qui mettent leur qualité de citoyen au service de leur verve lyrique, dont il n'est pas défendu que l'on dise qu'elle est moins éloignée de ressembler au fade jet d'un siphon qu'aux larges flots du fleuve profond des Amazones.

« Le Chef du Bureau des Romans d'Aventures, pareil à son collègue précité, se lamente devant moi, durant que je vous écris, et me fait des confidences analogues. Le Chef de mon Cabinet passe ses jours dissimulé sous sa table à écrire, afin qu'on pense qu'il est absent, — tant le nombre est immense des personnes qui lui demandent de les recevoir pour qu'il apprenne d'elles le nom et les prénoms de toutes les jeunes femmes, de tous les jeunes hommes de lettres et de génie, dont nous ne soupçonnions guère que les bords de la Seine fussent si abondamment fleuris.

« Je ne vous parlerai pas de moi-même, mais, noyé dans les lettres, pneumatiques, conversations et télégrammes, je ne vois d'autre salut que de me démettre des hautes fonctions dont vous m'avez fait honneur de m'investir ; et, s'il m'est permis d'énoncer un avis, qu'il me soit donné licence de déclarer qu'il serait opportun de placer ici un homme énergique : celui qui, ayant inventé cette manière de galère, doit être équitablement requis d'en vouloir bien tenir le gouvernail. J'ai nommé M. Fernand Vanderem ; et, le jour qu'il daignerait prendre mon fauteuil, je le haranguerais respectueusement de la sorte :

Je veux à votre front nouer une guirlande
Que n'effeuillent ni temps ni vent
Beau cousin qu'anoblit la reine de Hollande :
Autant en apporte le van

« Les autres strophes ne manqueraient pas de se perdre au bruit des applaudissements ; il est donc utile que je les transcrive ici... »

Ce n'était qu'un rêve, mes chers amis...

— Fort instructif...

— Vous êtes bien bons, fait Tristan Derême. Je crois pourtant qu'il contenait quelque enseignements et qu'il peut s'accorder à vos propres questions. Je pense que l'Etat n'a rien à faire en notre domaine, à nous, les poètes. Car, enfin, il ne pourrait qu'apporter son appui aux seuls écrivains qui ont besoin d'être protégés. Or, ce sont, vous le savez, les écrivains médiocres. Un bon manuscrit a toujours trouvé, quoi qu'on dise, un éditeur.

— En bref, vous condamnez l'ingérence de l'Etat dans la littérature. Votre politique, car c'en est une, est celle du « Chacun chez soi. »

— Oui, notez que j'ignore si l'Etat peut être utile aux autres personnes, à celles qui ne font point profession de tenir une plume ; mais je voudrais, en principe, que son rôle fut réduit à quasi rien, à l'indispensable ; je voudrais qu'il assurât la tranquillité publique, que la nation fût comme une belle et verte campagne, bordée par les haies de l'Etat, — mais qu'il n'y eût point de haies partout ; et je voudrais que chacun fît sa vie, comme on parle et comme on ne fait guère, et qu'il ne comptât point pour chacun de ses actes sur l'appui possible du gouvernement ou de ceux qui le représentent.

M. PIERRE DOMINIQUE

La meilleure preuve que les anciens partis, les formations politiques d'avant-guerre ont fait leur temps et ne correspondent plus à rien se trouve dans cette floraison de clubs et de manifestes qui s'épanouit aujourd'hui. De tous les côtés, dans les camps les plus opposés, les jeunes hommes sont d'accord sur la nécessité d'une révision des idées et d'un changement des personnes. Il semble même que la notion de parti soit délibérément écartée par un certain nombre d'entre eux. Le *Club Camille Desmoulins*, que fondait le 11 décembre 1925 M. Pierre Dominique, en est le meilleur exemple. Romancier au talent amer, préoccupé par le problème de l'inconscient, l'auteur de *Notre-Dame de la Sagesse* répugne à s'enfermer dans son art, et les appels du forum ne le laissent pas indifférent.

C'est au *Rappel*, le journal de Victor Hugo et de son gendre Vacquerie, qu'est né le *Club Camille Desmoulins* et c'est là, croyons-nous, qu'il tient ses assises. La tribune de M. du Mesnil doit-elle être rangée à droite ou à gauche ? Comme nous nous le demandons un peu simplement, Dominique nous arrête :

— C'est curieux comme certains hommes, nous dit-il, et singulièrement les politiciens, croient avoir tout dit quand ils ont prononcé les mots de droite ou de gauche. Notre première tâche sera de bannir ces termes d'un autre âge ! Ils n'ont plus aucun sens. Et nous méprisons

ceux pour qui ils en ont encore : ce sont des fossiles.

Nous essayons de riposter :

— Les partis...

— Ah ! n'employez pas ce mot-là ! La France meurt des partis, de la lutte des partis, des sales combinaisons des partis.

— Vous-même...

— Je ne suis affilié à aucun parti. Je n'ai pas été classé, je ne veux pas l'être. L'œuvre que j'ai entreprise, avec l'aide et le dévouement de quelques amis résolus, et que nous avons placée sous le patronage de Camille Desmoulins, cette œuvre-là est tout le contraire d'une œuvre de parti.

A la fin de l'année dernière je me suis décider à lancer un appel aux républicains. Il a paru dans *le Rappel* et a fait quelque bruit en France et à l'étranger.

— Qu'est-ce qui vous a décidé à entrer ainsi dans l'arène politique ?

Pierre Dominique, à cette question, nous considère avec quelque étonnement. Le ton de sa voix grossit :

— Mais les événements, parbleu ! Les événements présents, et, surtout la vision des événements prochains. Il faut être aveugle pour ne pas voir que la France se trouve, et chaque jour davantage, dans une situation tragique. Sa grandeur est menacée, son indépendance limitée. Sept ans après la victoire et la paix de Versailles, pouvait-on l'imaginer ? On parle de résoudre les problèmes de l'heure : il n'en est qu'un, *celui de vie ou de mort.* Nous voulons le résoudre — et vite.

De nombreux français y songent. Les royalistes ou les fascistes offrent une série de solutions, appuyées sur un exemple extérieur, celui de l'Italie; les communistes en offrent d'autres, appuyés sur un exemple extérieur, celui de la Russie ; les socialistes offrent une dictature de parti, légalisée par la proposition du président de la République et par l'appel au peuple que provoquerait un ministère socialiste, maître des préfets.

Seuls, jusqu'ici, les républicains patriotes n'ont rien fait. Nous pensons qu'il est temps pour eux de dépouiller le vieil homme parlementaire et libéral pour entrer dans la peau des Jacobins et traiter par des mesures d'exception une situation d'exception...

— Le Parlement...

— Nous sommes anti-parlementaires. Nous n'admettons pas le Parlement tel qu'il existe et fonctionne aujourd'hui ; six cents personnes peuvent contrôler ; il est impossible qu'elles gouvernent. Nous voulons la dissolution immédiate du Parlement.

— La dictature, alors ?

— Nous repoussons la dictature comme nous repoussons la monarchie et l'Empire. Nous n'admettons pas la personnalisation du pouvoir. Nous voulons fonder l'Etat moderne — mais adapté à notre pays. Je connais deux formes d'Etat moderne : les Soviets en Russie, la dictature fasciste en Italie. Nous ne voulons ni des uns, ni de l'autre, Nous sommes Français...

Pour nous, la Nation, l'Etat, la République, c'est la même chose ; ce sont les trois faces d'un même objet ou encore les trois personnes d'un même Dieu. Impossi-

ble de les séparer. *Il fait « République », comme il fait jour.* Et puis, la dictature comporte trop de dangereuse incertitude ; rappelez-vous que nous avons subi, en 1919, la dictature d'un malade véritable, Wilson. Nous en pâtissons encore. Non, n'allons pas courir d'aussi graves aventures !

— Diable ! Nous voilà bien désireux de connaître votre formule...

— Je vous l'ai dit : la République, et voilà comment nous l'entendons. Dans les circonstances graves que nous traversons, nous remettons le Pouvoir aux mains de quelques hommes responsables. Ils sont cinq ou six ou dix. Ils constituent le Comité de Salut Public. Ce comité a sous ses ordres les ministres qui deviennent ainsi des ministres d'affaires, des commis si vous voulez, beaucoup moins soumis aux variations de la politique que ceux d'à présent.

— En somme, c'est une dictature, mais à plusieurs têtes ?

— Non, et vous allez voir pourquoi. L'un de nos premiers soins est en effet de convoquer des Etats généraux, seule représentation véritable du pays, puisque les élections se feront dans le cadre de la région et dans l'ordre de la profession. Car n'omettez pas de dire que nous sommes à la foi régionalistes et syndicalistes. Nous voulons le syndicat obligatoire ; c'est la formule de l'avenir. Par ailleurs, nous pensons que le suffrage, étant corporatif, sera moins facilement faussé. On discute bien de ce que l'on connaît bien. J'ai deux métiers : la médecine

et les lettres. Je puis raisonner de ces questions-là et non des autres.

— Evidemment, et ce n'est pas aujourd'hui que cette réforme est jugée nécessaire. Vous reprenez là une vieille idée...

— ...Que personne n'a su encore réaliser.

— Nous souhaitons que vous réussissiez à la faire aboutir... Mais revenons à ce que vous disiez tout à l'heure : vous êtes républicain. Pensez-vous que l'idée de République soit capable de séduire la jeunesse, sans laquelle, vous l'avouerez, on ne peut pas grand'chose ?...

— Mais la jeunesse est-elle si indifférente à l'idée républicaine ? Je ne le pense pas. Je crois plutôt qu'elle accepte la République comme un fait. La République a cinquante ans passés ; elle suscite peut-être moins d'enthousiasme qu'à vingt ans et aussi, elle a moins besoin d'être défendue. Allez au Etats-Unis, vous constaterez le même phénomène...

— Encore une petite question : votre Comité de Salut Public s'apparente-t-il à celui que M. Paul-Boncour répète partout qu'il veut instaurer ?

— Pas du tout ! Pas du tout ! Paul-Boncour veut un Comité de Salut Public au service d'un parti, du parti socialiste ; le nôtre ne connaîtra que le service de la patrie.

Avant de quitter M. Pierre Dominique, nous lui avons demandé encore quel était son sentiment envers le problème de l'Europe.

— La guerre, nous a-t-il répondu, m'a permis de

prendre conscience de l'Europe, car je l'ai faite successivement en France et sur le front oriental, dans les Balkans. Il y a en Europe des groupements nationaux ; je les considère comme des organes. Je vois l'individualité de la France, de l'Italie, de la Serbie, comme je vois l'individualité du foie ou celle du cœur. Eh bien ! de même que les organes s'harmonisent pour former le corps, je pense que les groupement nationaux différents peuvent très bien s'associer pour composer les Etats-Unis d'Europe.

Ce à quoi je tiens, c'est à l'Europe. Elle est nécessaire. Il ne faut pas que disparaisse ce « petit cap du continent asiatique », comme dit parfaitement Paul Valéry. Je suis réfractaire aux appels de l'Orient ; le phare de la civilisation n'est pas en Asie. Par ailleurs, j'ai horreur de la barbarie américaine. Je suis Européen...

Pierre Dominique s'est levé. Il a dit tout ce qu'il avait à dire. Dans l'embrasure de la porte, il se retourne et lance encore, non sans sourire, et comme pour corriger sa dernière affirmation :

— Mais, d'abord, je suis Corse !...

M. MARCEL ARLAND

M. Arland s'est plu, de la campagne où il réside, à écrire cette lettre où il expose quelles murailles de Chine séparent la place publique de son jardin :

« Monsieur,

« Je puis à peine répondre à vos questions. Non qu'elles me paraissent manquer d'importance : simplement, je n'ai pu, jusqu'à ce jour, y réfléchir beaucoup, d'autres questions me touchant plus directement que celles-là.

C'est surtout ce mot de « politique » qui me gêne. Je distingue assez mal un conservateur d'un radical ou d'un communiste ; tous ces gens-là me semblent animés des meilleures intentions. S'il me fallait absolument choisir un parti, je choisirais le plus faible, estimant que les minorités ont toujours raison et que leurs revendications sont toujours nobles.

« Quelques écrivains de ma génération sont allés demander à la politique une ardeur et une raison d'être qu'ils ne trouvaient pas en eux-mêmes. Grand bien leur fasse ! Je comprends aisément que la vie d'un Napoléon soit plus enviée que, par exemple, celle d'un Rancé. C'est une affaire de tempérament. L'ennui est qu'il y a plus de Boulanger que de Napoléon.

« Maintenant, si par politique, vous entendez celle de Montesquieu, celle de Rousseau ou celles des Evangiles, je vous dirai qu'à cette sorte de politique, qui s'élabore à l'écart des politiciens, je ne ménage pas ma sympathie. Cette politique, c'est la suite, c'est l'extension de la « politique » de l'individu envers lui-même. Et rien ne me paraît plus important que cette dernière.

« Croyez, monsieur, etc., »

« Marcel Arland. »

M. ANDRÉ MAUROIS

Nul mieux que M. André Maurois n'a su faire alterner les travaux et les plaisirs ; personne ne l'égale pour composer les heures d'une journée comme on compose un bouquet varié. Tout près de Paris, M. Maurois s'est ménagé une retraite, mais il sait, le cas échéant, déserter son rez-de-chaussée de Neuilly pour prendre le chemin du Maroc, le rapide de Rome, ou le paquebot de New-York. S'il écrit des romans, des essais, il n'écrit pas toute la journée.

M. Maurois, tout d'abord, nous répond avec lenteur :

— Je tâcherai, décide-t-il, de ne pas trop vous raconter d'histoires personnelles... Je crois qu'il faut distinguer soigneusement les opinions politiques subjectives qui n'ont qu'une valeur historique, et la science politique qui serait, si elle était constituée, une étude objective des effets des constitutions... J'ai voyagé un jour avec un paysan qui m'a expliqué que son frère avait été, pendant la guerre, fusillé pour abandon de poste. « Tout le village, m'a-t-il dit, m'a tourné le dos et pourtant je connaissais mon frère, il était aussi courageux qu'un autre, il avait dû se passer des choses qu'on ne sait pas, mais enfin comme la vie devenait trop dure, moi je me suis fait communiste, comme ça maintenant c'est mon opinion. » Je connais un hobereau de la Creuse qui est devenu radical (et convaincu) parce qu'il avait épousé un mannequin de couture et qu'on ne recevait pas sa femme. En France, en particulier, ces origines « romanesques »

de choix politiques sont anciennes et profondes. L'autre jour un député conservateur et légèrement bonapartiste me montrait à l'extrême gauche de la Chambre un révolutionnaire ardent. « C'est mon cousin, me dit-il ; avant la Révolution nos deux familles étaient royalistes, la sienne plus que la mienne. En 93, ses ancêtres ont émigré, les miens ont acheté des biens nationaux... Enrichis, les miens sont devenus bonapartistes, je le suis encore... Sa famille, trop ultra pour la Restauration, a été ruinée... Voici le résultat... Mais, regardez-le, c'est bien le même sang que moi. »

Je vous raconte tout cela pour vous montrer qu'il faut attacher peu d'importance à ces « goûts » politiques que vous me demandez. Vous pensez bien que je m'applique à moi-même, aussi impartialement que je puis, la même critique des causes...

Nous pressons M. Maurois de nous dire les influences qu'il a subies dans sa jeunesse.

Il nous parle d'abord d'Alain. Ce n'est pas la première fois que nous entendons le nom de ce professeur de philosophie que ses élèves ne peuvent oublier.

— Je l'ai connu à Rouen, nous dit M. Maurois, c'était un professeur admirable... Alain, vous le savez, est radical (Reportez-vous à ses *Eléments d'une doctrine radicale*), mais il n'était pas homme à nous imposer ses opinions... Personne plus que lui n'a horreur des disciples... Seulement il a rendu impossible pour moi (avec l'aide de Stendhal d'ailleurs) un certain type de conservatisme sans générosité, que nous appellerons, si vous voulez, le conservatisme « plat »... En somme, le

comte Mosca : oui, Joseph de Maistre : oui, mais M. de Rénal : jamais...

— Ce qui vous range dans quel parti ?

— Allons, vous voulez à toute force m'arracher une profession de foi. Je ne suis pas homme de parti. Du moins, sous la forme où les partis existent en ce moment en France... Essayez d'imaginer un conservatisme populaire où se mélangeraient les influences que je viens de vous indiquer, des expériences de soldat et d'industriel, et un amour naturel pour l'ordre tel que pouvait l'éprouver le jeune Gœthe...

— Tout cela ne vous rapproche-t-il pas des conservateurs anglais ?

— Mais oui, certainement. Seulement la différences est immense entre la politique anglaise et la nôtre. Chez eux le Parlement est une machine qui fonctionne à peu près bien, tandis que sur le continent, depuis la guerre, il semble qu'elle ait cessé de donner un rendement convenable. Dans quelques pays, elle s'est arrêtée ; dans le nôtre, elle grince terriblement. Ce n'est pas une raison pour la mettre à la ferraille, mais c'est une raison pour la réparer.

— Quels sont les rouages qui vous paraissent mauvais ?

— Plusieurs éléments du système anglais me paraissent complètement faussés chez nous. D'abord, nous ne suivons pas la règle des deux partis ; or, le jeu parlementaire n'est possible que si les groupes ne s'émiettent pas. A Londres, lorsque le ministère tombe, de nouvelles élections générales ont lieu automatiquement ; ce fait a une

importance considérable ; il rend difficiles les intrigues de couloir et le développement effréné de la brigue. Les députés anglais n'ont pas intérêt à renverser un ministère car ils savent que cela les conduira devant leurs électeurs, vrais juges du différend. En France, au contraire, ils conspirent constamment, amis ou ennemis, contre un cabinet dont ils peuvent recueillir la succession. *Un député français n'a d'avenir au Palais- Bourbon que s'il est dangereux.* Le malheureux président du Conseil doit passer sa vie à manœuvrer. En Angleterre, le leader du parti au pouvoir est automatiquement Président du Conseil et le loyalisme envers lui est un devoir aussi élémentaire que de ne pas jouer hors jeu au football.

— Voyez-vous encore d'autres différences entre les deux systèmes ?

— J'en vois surtout une entre les deux pays. La structure historique de l'Angleterre est plus homogène. En France, il y a eu de graves dissenssions intérieures ; il y a eu la Révolution. Auparavant, il y avait division profonde entre le village et le château. Aujourd'hui encore la France demeure divisée en Jacobins et ci-devant. Chez les Anglais, Whigs et Tories, au fond, c'était la même chose. Le système féodal étant sans rigidité. Le noble devenait commerçant et le commerçant devenait noble. Les classes étaient moins définies. Même maintenant si la lutte de classes existe en Angleterre comme ailleurs, elle y est tempérée par des mœurs communes. On a les mêmes idées religieuses. Ramsay Macdonald, Lloyd George et Baldwin sont tous les trois des hommes qui

jouent au golf et qui, le dimanche, lisent l'Evangile dans l'église de leur village. Le résultat c'est que, bien que les partis existent, il n'y a pas entre eux d'opposition *sentimentale* profonde. On ne sent jamais cette terrible âpreté avec laquelle un Français peut dire « un homme de gauche » ou « un homme de droite ».

— Et vous croyez que c'est mieux ainsi ?

— Oui, je crois que le premier souci d'un grand homme d'Etat « objectif » devrait être de *refaire l'unité de la France*... Tenez, puisque vous vous intéressez à l'histoire comparée, notez encore ceci... Le gouvernement anglais, à toute époque, a fait passer les intérêts économiques de ses nationaux au premier plan de sa politique étrangère. Pour un Philippe II d'Espagne, ce qui importait, c'était le point d'honneur, le point de vue du chevalier. Pour un roi de France, c'était le point de vue théorique, le point de vue du juriste. Et cela reste vrai de la République française ; voyez le traité de Versailles. En Angleterre, les marchands, les éleveurs eurent toujours le sentiment que l'Etat travaillait pour eux ; de là chez les classes possédantes anglaises un *sentiment de l'Etat* très fort et qui aide à la facile perception des impôts. En France, malheureusement, tout a divisé les producteurs et l'Etat.

— Le remède ?

— Toujours le même... Comprendre... Unir... Rallier, par une politique réaliste et franche, l'immense partie de la bourgeoisie qui boude encore le pouvoir. Et cela peut se faire sans nuire en rien aux intérêts populaires... au contraire.

— Et en politique étrangère, croyez-vous...

— Je ne suis guère compétent, mais je puis vous donner une vue de romancier... Je ne croyais pas à la Société des Nations... Cette création abstraite, ce super-Etat, je m'en méfiais... Pourtant, comme je n'aime guère à juger un organisme que je n'ai pas vu fonctionner, j'ai été assister à un Conseil et j'ai regardé vivre l'animal genévois... Je m'étais complètement trompé... Tout cela est très simple, très banal, mais c'est réel. J'ai vu un Lithuanien et un Polonais traiter une obscure question de minorités sous la surveillance d'un Brésilien. J'ai entendu un Hollandais expliquer comment il avait sauvé les finances de l'Autriche. Au sous-sol, il y avait un petit thé où, au-dessus d'une tranche de cake, un Français et un Anglais apprenaient à se connaître... C'est très important que les « premiers » de deux pays soient des hommes l'un pour l'autre, aient déjeuné ensemble... Pour moi, en politique intérieure comme en politique extérieure, tout ce qui peut substituer des réalités à des mots est sain. Nous mourons de verbalisme...

Sur ces mots M. Maurois se lève :

— J'étais décidé à me taire, dit-il encore, et vous m'avez fait parler. Mais j'ai eu tort. La bonne politique, c'est comme les bons livres ; il est déjà bien difficile de les faire, mais il est tout à fait impossible de les écrire.

M. JEAN COCTEAU

M. Jean Cocteau ne se trouvait pas à Paris, et nous hésitions à envoyer notre questionnaire à un poëte en vacances. Il a bien voulu jeter, de loin, dans notre pot-au-feu cette pincée de sel :

« Chez nous, vieux et jeunes veulent vivre historiquement. Vivre comme, vivre d'après. C'est le vice de France. Etre Robespierre, Saint-Just, Mussolini.

S'il arrive quelque chose, ce quelque chose arrivera sous une forme invisible. C'est la grande leçon du Christ qui entre sur un âne à Jérusalem.

J'aime le grabuge ; ne suis-je pas serviteur de l'ordre ? L'ordre mou me dégoûte. Mon ordre est du désordre maté.

La notion de patrie ? Mes compatriotes habitent le ciel. La poésie est l'accent de chez nous. « Le reste m'est égal », comme dit Antigone. Une marche militaire détermine en moi des réflexes ridicules. J'essaye de les guérir depuis 1917.

Au reste votre enquête me gêne, car je circule sans papiers, je ne vote pas et je n'ouvre jamais un journal. C'est une honte.

JEAN COCTEAU. »

M. JACQUES SINDRAL

Il ne faut pas être grand clerc pour deviner que si l'auteur de *Mars* dépeint des politiciens, c'est que son frère siamois Alfred Fabre-Luce s'intéresse à la politique et c'est lui, plutôt que son double, que nous voulions interroger.

Il nous a reçu dans un immense salon aux riches boiseries ; nos regards, oubliant le bois de Boulogne tout proche, ne voyaient plus que les verdures, les paysages des tapisseries ; mais voici qu'une porte s'ouvre dans le lointain ; M. Sindral est entré ; en quelques minutes, le temps de traverser la pièce, nous sommes à ses côtés. Pour un peu nous parlerions bas comme dans les salons de lecture des grands magasins, et c'est d'une voix mal assurée que nous posons nos questions. M. Jacques Sindral, assis au milieu d'un interminable canapé broché, répond en souriant :

— Vous me demandez si la politique m'intéresse ? Certes, ce qui m'attire avant tout autre sujet, c'est une certaine imagination sentimentale... Mais je trouve injuste le mépris que lui montrent bon nombre d'intellectuels. Ne permet-elle pas une prodigieuse expérience des hommes ? La communion du tribun avec son auditoire n'est-elle pas la seule chance qu'il ait de rencontrer des êtres qui, rentrés chez eux, lui redeviennent étrangers ? Enfin la politique est l'expression la plus saisissante de la fatalité. J'ajoute que la politique moderne, par l'étendue de sa technique, sollicite l'esprit par de

nombreux côtés à la fois. Tout cela n'est pas négligeable.

— Avez-vous été converti à la politique par un livre, par un homme...

— Comme influence je ne connais guère que celle des événements, la plus forte de toutes...

— Les événements vous ont-ils fait adopter les vues que vous défendez dans la *Victoire* et qui ont suscité, pour parler la langue des politiciens, tant de mouvements divers ?

— Bien sûr ; je n'ai considéré que les faits. Notez que je me place très nettement oui, très nettement, quoi qu'on ait dit, sur le terrain national...

— On a fait de vous un type de « bon Européen »...

— Je vous dis que je me place d'abord sur le terrain national. Mais je pense qu'il faut adapter l'idée de patrie aux nécessités de la vie des peuples modernes, qui est internationale, qu'on le veuille ou non. (Au risque de faire sourire, je vous confierai que je souffre de voir à Paris tant d'étrangers régner en maîtres.) Ce que je souhaite ardemment, c'est que soient menés de pair l'effort de conciliation internationale et l'effort de défense de chaque culture nationale. C'est cela qui est nécessaire...

— La Société des Nations doit, n'est-il pas vrai, vous paraître une institution répondant à votre souhait ou, du moins, à la première partie de votre double souhait ?

— La Société des Nations... J'y crois beaucoup... Elle possède d'éminentes qualités : une grande souplesse, la permanence, la régularité. Elle ne peut manquer d'être bienfaisante. J'en parle dans mon *Talleyrand ;* j'essaye

de discerner le rôle que ce personnage n'eût pas manqué de jouer dans un tel lieu...

— Hélas ! où est Talleyrand ? Briand...

— Mais oui, Briand... il a des côtés du prince de Bénévent... Ce qu'il a réussi à Locarno est tout à fait remarquable. J'ai fait une conférence à Vienne sur ces accords ; j'approuve absolument ce qu'on a signé là-bas. Les conséquences morales de Locarno sont incalculables; on a écarté les fantômes mauvais ; remarquez, par exemple, que depuis la signature du traité, les journaux parlent beaucoup moins des armements allemands. Vous connaissez d'ailleurs ma pensée sur ce point : nous avons, depuis l'armistice, ridiculement exagéré le péril de la revanche allemande. Une agression est invraisemblable...

M. Briand lui-même se montrait moins optimiste lorsqu'il répondait il y a quelques mois à M. Henry Ruffin : « Nous ne reverrons pas la guerre... avant sept ou huit ans ! »

— La plupart des écrivains que nous avons rencontrés, disons-nous à Sindral, ou bien se sont déclarés franchement antiparlementaires ou bien ont constaté que la machine parlementaire était très gravement faussée. Dans quelle catégorie faut-il vous ranger ?

— Mais dans aucune. Je suis parlementaire, et je ne pense pas que le Parlement ait besoin d'être réformé de fond en comble.

— Comment !...

— Sans doute, je vois bien la confusion dans laquelle tout cela fonctionne. Mais je suis tenté de dire : le régime

parlementaire marche mal *en ce moment.* Cela tient à des causes accidentelles : l'émiettement des partis, l'impossibilité de composer une majorité stable. Si la Chambre, comme en Angleterre, était dissoute à chaque chute de ministère, la situation changerait aussitôt, la machine serait « dépannée »... Les fautes actuelles ne doivent pas nous faire suspecter l'excellence du principe parlementaire...

Ce qui me frappe pour vous parler des données immédiates du problème, c'est que les mêmes erreurs ont été commises, au point de vue financier, par exemple, sous le Cartel que sous le Bloc National. Tous deux ont flétri l'inflation, et l'ont pratiquée, sans d'ailleurs définir la vraie inflation. On a créé successivement des mythes à l'usage des électeurs qui n'y entendaient rien. Résultat : situation constamment aggravée...

— Mais comment sortir de cette impasse ? La dictature...

— La dictature, il faudrait, d'abord, s'entendre sur le terme. Si l'on veut dire par là, et comme à Rome autrefois, une *délégation* momentanée du pouvoir des assemblées entre les mains d'un seul, soit ; mais si cela signifie le pouvoir à qui le prend, non, merci ! Ça, c'est de la tyrannie et ça se paye trop cher ; au surplus, le pays ne l'accepterait pas longtemps... Trop de Français sont hypnotisés par l'exemple italien ; de tels rapprochements sont injustes ; il s'en faut défier... La dictature ? Il s'agirait d'abord de trouver le dictateur... Avez-vous son adresse ? Moi, non... »

Nous avouons que nous sommes dans la même ignorance.

— Voyez-vous, reprend M. Jacques Sindral, ce qu'il faut, d'abord, c'est procéder à une révision des partis et singulièrement à une simplification des programmes et des idéologies. Dans cette tâche le rôle des *personnalités* peut être éminent. Voyez par exemple l'aventure de M. Caillaux qui concilie dans sa politique des éléments contraires : politique étrangère de gauche, politique financière classique. Je vois du bon un peu partout : les socialistes ont le goût très prononcé de la justice sociale, les radicaux le sens très net de la liberté, les modérés celui de la tradition et de l'ordre nécessaire. Je voudrais que ces derniers éliminassent de leur programme les vieux oripeaux nationalistes ; que les radicaux écartassent les questions confessionnelles qui ne sont plus de mise. Je voudrais que les positions fussent enfin nettes.

— Sommes-nous indiscrets en vous demandant si, par surcroît, vous ferez, un jour, de la politique active, électorale ?

— Mais oui ; je vous en fais même la confidence ; et si je suis élu, c'est sans doute vers le centre que je me tiendrai...

— Le centre de la gauche ?...

M. Jacques Sindral, pour toute réponse, se contente de sourire.

M. HENRI RAMBAUD

M. Henri Rambaud a mené pour la *Revue Hebdomadaire*, il y a quelques années, en collaboration avec M. Varillon, une intéressante enquête sur la jeune littérature. Depuis, il s'est surtout signalé par des travaux critiques. Qu'il fasse une « note », ou compose une étude, ce qui frappe dans son style, c'est la limpidité. On s'en rendra compte par les lignes suivantes :

« Autant qu'il m'en souvienne, je n'ai rien publié, jusqu'à présent, dont la politique fût, de près ou de loin, le sujet, ni seulement l'occasion : je suis mal préparé pour vous répondre. Mais c'est l'écrivain, en moi, je suppose, que vous interrogez. Vous excuserez, et je prie vos lecteurs qu'ils excusent l'insuffisance de ces notes.

Si les Lettres seules m'ont retenu, je n'ai cependant jamais refusé à la conduite de la Cité l'intérêt ou la réflexion. Une seule influence distincte, parmi celles-là du moins dont les livres, et non la parole vivante, sont l'instrument : celle de M. Charles Maurras. Le hasard de mes lectures d'adolescence m'avait fait rencontrer ses ouvrages avant d'avoir rien lu, ce qui s'appelle lire, de Barrès. (Aventure commune à plus d'un jeune homme de mon âge. Les historiens de notre génération devront en tenir compte : cette circonstance explique plus d'une injustice — celles de Marcel Azaïs, entre autres — qui autrement témoigneraient d'une ingratitude sans excuse.) Ajoutez les lectures ordinaires d'un esprit curieux et qui

a des loisirs (Taine surtout, peut-être), et ces conversations de la dix-huitième à la vingt-cinquième année qui, sept fois sur dix, sont, bien plus que les livres, la véritable formation du jeune Français. Mais l'histoire de mon esprit n'intéresse que moi. Je ne voulais que profiter de votre questionnaire pour rendre à un maître l'hommage qui lui est dû.

Vous me dispenserez de vous donner de l'idée de patrie une définition : je ne vous apporterais rien de neuf. On peut douter que la guerre l'ait sensiblement modifiée dans ses fondements naturels. Je ne parle pas de l'importance plus ou moins grande qu'à un moment donné tels ou tels nationaux de tel ou tel pays consentent d'y attacher. La patrie peut être oubliée, elle peut être reniée, elle peut être, par certains, trahie, une communauté réelle d'intérêts n'en subsiste pas moins entre les hommes que la fraternité du sang, l'usage d'un même langage et le passé qui survit en eux unissent dans l'invisible possession des mêmes biens de la terre et de l'esprit. Et sans doute, race, langue, traditions, aucun de ces éléments à lui seul, et considéré isolément, ne suffit à déterminer les patries : l'histoire est chose complexe. Au reste, pour la France, la question ne se pose guère : aucun séparatisme ne nous menace. Ce qui est grave, c'est que certains mettent en doute la notion même de patrie.

« Le moment est mal choisi. Regardez au dehors. Loin que la guerre ait endormi les ferveurs nationales, elle les a bien plutôt réveillées et ravivées. L'exemple de l'Italie est éclatant, et il n'est pas isolé. Il est difficilement contestable que l'Allemagne ne soit travaillée, du

moins dans ses éléments les plus actifs et d'ailleurs les plus nombreux, de l'esprit nationaliste. En Belgique, pays d'unité récente, malgré la question si aiguë des langues, le sentiment de l'unité nationale a été nettement fortifié par l'épreuve commune de la guerre. En dépit de ses ambitions internationales, personne n'ignore quel parti le bolchevisme a tiré des mêmes sentiments que Pierre le Grand trouva devant lui quand il entreprit de tourner de force la Russie vers l'Europe : il est remarquable que ce nationalisme, loin de s'atténuer, s'accentue.

« Dans ces conditions il est évident que rien ne serait plus dangereux pour un Etat que de se résigner à la faiblesse et de se démettre de sa souveraineté. L'existence de la Société des Nations ne peut faire illusion. La Société des Nations peut rendre et elle a rendu déjà des services dans des questions d'économies internationales ; elle peut même, il est très vrai, faciliter le règlement de certains conflits, dans la même mesure que les médiations de l'ancienne diplomatie n'y échouaient pas toujours. Il serait prudent, je le crains, d'en espérer beaucoup davantage. Les dangers vraiment redoutables la trouveront désarmée : qu'un Etat soit résolu à passer outre à sa décision si cette décision ne lui est pas favorable, elle n'a pas le moyen de l'imposer.

« C'est vous dire que je souhaite avant tout un Etat fort. Ce vœu est assez général, ce me semble. A lui seul, le problème de la sécurité n'eût pas suffi à le faire naître : les nécessités, ou les convenances, de la politique étrangère paraissent le plus souvent lointaines à la masse des électeurs, ou, s'ils s'y intéressent, il est sans exemple

que l'emportement ne décide pas de leur opinion plutôt que l'intelligence et le calcul. Mais la question financière est urgente. Les esprits les plus grossiers savent ce que cela veut dire : il faudra payer.

« Le mécontentement universel n'a pas de cause plus certaine. C'est l'embarras de notre trésorerie, ce sont les nouveaux impôts, qui ont révélé à la plupart des Français la faiblesse de l'Etat. Ils voient une organisation électorale puissante, des « cadres » solides (rappelez-vous le mot de M. Briand à Barrès) : en effet, c'est là, pour le personnel politique, une nécessité vitale et clairement perçue. Mais ils voient aussi que l'Etat ne s'acquitte pas, ou s'acquitte insuffisamment, des fonctions qui sont proprement les siennes, et qu'ils en souffriront dans leurs personnes et dans leurs biens. Ils se plaignent de n'être pas commandés. De là tant de projets de réforme constitutionnelle.

« La solution parlementaire ? Il faut avoir plus de cinquante ans dans l'esprit pour fonder de grands espoirs dans la substitution d'un mode de scrutin à un autre. Que les députés soient élus au scrutin d'arrondissement ou élus au scrutin de liste, l'adoption d'un mode ou d'un autre a moins d'importance que le fait, commun à l'un et à l'autre, de l'élection : ils sont élus, ils dépendent de leurs électeurs. Ainsi, d'une part, la politique étrangère est rejetée au second plan. (Régle générale : les élections se font toujours sur des questions intérieures, ce sont les seules qui soient perceptibles à la majorité des électeurs.) Mais d'autre part et surtout, ces électeurs tout-puissants, il faut les séduire : et l'on sait bien qu'il n'y a pas

d'affaire dont un député s'occupe avec plus de suite, pendant les quatre années de son mandat, que sa réélection. De là l'impôt progressif, qui n'atteint qu'un petit nombre d'électeurs (les dernières statistiques de l'impôt sur le revenu sont singulièrement éloquentes). De là, la nécessité de maintenir les monopoles et de multiplier les fonctionnaires : les fonctionnaires votent bien. De là enfin, le pouvoir de la Haute-Banque. Une élection coûte cher, peu de citoyens ont assez de fortune personnelle, ou si par aventure, ils ont cette fortune, assez d'abnégation ou de folie pour assumer, à eux seuls, les frais d'une campagne électorale dont le succès est incertain. A cela l'adoption de la représentation proportionnelle intégrale ne changerait rien. J'ai lu dans certains journaux que cette réforme était éminemment morale : ces considérations ne me touchent guère. Est-il même sûr que la moralité gagne beaucoup à ce qu'aux marchandages du second tour et la rivalité entre adversaires soit substituée une rivalité vraisemblablement pire (puisqu'ils se connaîtront davantage) entre candidats d'une même liste ? Il est hors de doute que ce n'est pas la représentation proportionnelle qui sauvera le pays.

« La formation d'une aristocratie où la pratique des affaires publiques et le sens des intérêts de l'Etat soit une tradition héréditaire et familiale ? Cela veut du temps et le danger presse. Mais d'ailleurs, il semble que la France soit, de toutes les nations européennes, le pays où cette formation soit le plus difficile. A aucune époque de notre histoire nous n'avons eu d'aristocratie d'Etat. Et certainement, l'effort d'un Louis XIV n'a pas été d'en

constituer une, mais au contraire d'écarter les Grands du pouvoir : la Fronde lui avait appris à s'en méfier. On voit mal aujourd'hui comment cette aristocratie pourrait se constituer.

« Une dictature, alors ? Le magnifique exemple de l'Italie incline beaucoup d'esprit vers cette solution. Elle doit être examinée de très près.

« Il me paraît évident que si la France doit être sauvée, ce ne sera que par des procédés dictatoriaux : jamais un Parlement soumis à l'élection ne pourra prendre des mesures que le danger exige, ou si, par aventure, il ose les prendre, les électeurs ne seront pas longs à lui montrer son imprudence (voyez le double décime). J'ai peu de scrupules à cet égard : le regret de voir immoler la Liberté ne peut entrer en ligne de compte avec le bien de l'Etat, qui exige ce sacrifice. Cependant l'exemple de l'Italie doit être interprété. Il est hors de doute que l'admirable réussite de M. Mussolini a été puissamment aidée par l'autorité du pouvoir légitime. La dictature est un système de gouvernement et il est incontestable que ce système est supérieur au parlementarisme ; elle n'est pas, à elle seule, un régime. Je verrais arriver sans peine une dictature de droite, mais je crains qu'il y ait peu à attendre, en France, d'une imitation trop servile de l'entreprise de M. Mussolini. Au reste la dictature ne se demande pas : elle se prend.

« Vous le voyez, il n'y a là aucune solution positive. Je tiens, en tout cas, que la situation politique est d'une extrême gravité et qu'il serait imprudent de croire que cette gravité puisse se prolonger longtemps sans de pires

dommages. Je ne sais pas s'il y aura une révolution, et je ne crois pas que le parti communiste soit assez fort pour prendre, et surtout, pour garder le pouvoir. Mais je pense aussi que *le plus grand défaut des hommes politiques est de manquer d'imagination.* Il n'est pas impossible que, dans dix ans, la Constitution de 1875 et l'organisation administrative de l'an VIII, qui nous régissent aujourd'hui, ne soient plus qu'un souvenir.

« Et maintenant, vous me demandez quel rôle les jeunes gens ont à jouer dans la politique. Il m'apparaît minime. Ce n'est pas leur faute et je ne m'en félicite pas : mais nous sommes gouvernés par des vieillards, qui défendent âprement leurs positions. Je crois du moins que les jeunes gens n'ont pas le droit de se désintéresser, aujourd'hui, de la conduite de l'Etat. Il est naturel qu'un écrivain ne souhaite pas de faire de la politique, je comprends ses répugnances : aussi bien personne ne le lui demande. Mais il est honteux qu'il soit indifférent au bien de l'Etat.

HENRI RAMBAUD.

M. PIERRE BOST

Ce n'est pas sans craindre de paraître ridicule que nous avions envoyé notre questionnaire à M. Pierre Bost. Mais il le prit au sérieux ; n'était-ce pas le caractère de ce bureau d'affaires où il nous reçut, qui l'y engageait ? Il commence par nous avouer :

— Comme beaucoup de Français je ne m'inquiète de

politique que depuis le mal qui atteint le franc. Auparavant tout cela me laissait indifférent.

— Avez-vous voté ?

— Oui, une fois. (Il me serait difficile d'ailleurs d'avoir voté deux fois, puisque avant la guerre je portais des culottes courtes...) Ma préférence irait plutôt à un parti loin de la Droite et de l'Extrême Gauche...

— Ce parti serait-il parlementaire ?

— Oui ; en principe le régime parlementaire me semble le plus rationnel...

— Mais en pratique...

M. Pierre Bost continue :

— Le suffrage universel me paraît indispensable ; les peuples ont, avant tout, d'abord et toujours, le droit qu'on les consulte, qu'on les écoute...

— Mais ce suffrage n'est pas si universel que cela ; les femmes, les officiers en sont exclus...

— Je ne vois pas pourquoi les soldats sont des citoyens incomplets, nous répond M. Pierre Bost, et cela me choque. Quant aux femmes... Celles que je connais ont l'air d'y tenir si peu ! Alors, pourquoi faire leur bonheur malgré elles ? C'est bien dangereux.

— Les femmes n'aideraient-elles pas à prévenir les guerres ?

— Je ne sais ! Les hommes s'y entendent déjà si mal ! Je me souviens d'une scène d'avant-guerre à laquelle il me fut donné d'assister ; une réunion avait été organisée au Havre sous l'égide de la ligue *La Paix par le Droit.* Et bien ! certains de mes compatriotes troublèrent la fête, firent du bruit, réclamèrent « la Revanche ! » au

nom de je ne sais quel patriotisme. J'y songe toujours, lorsqu'on me parle de l'Avant-Guerre. Peut-être que cette impression d'enfance est une des raisons qui m'ont tenu écarté de la politique. Et plus tard, au lycée, j'ai subi, et très fortement, l'influence de mon maître Alain.

— Il n'a pas fait de vous un radical ?

— Si. Mais un radical comme lui, et non comme ceux qui nous gouvernent. Un radical sans politique.

M. Pierre Bost nous parle d'un ton égal, sans sourire. Les lignes aiguës de son visage, la maigreur de son corps lui donneraient vite je ne sais quelle réserve austère ; peut-être ce maintien un peu froid, et pourtant cordial, s'explique-t-il par le fait que M. Pierre Bost est de souche protestante, et du Gard ; or, lorsqu'un Méridional est huguenot, et de race montagnarde, il est plus froid qu'un homme du Nord.

— Au fond, la grande influence que j'ai subie, nous dit M. Pierre Bost, c'est celle de la guerre. J'étais trop jeune pour la faire, mais comme je méditais sur elle ! Faire que tant d'horreurs, et d'horreurs inutiles, ne se reproduisent plus, voilà la tâche qui mérite le concours de tout honnête homme. Nous sommes plusieurs, je crois, pour qui la première préoccupation politique sera toujours : EMPÊCHER D'ABORD LA GUERRE ! Aussi ne puis-je que voir d'un œil favorable tout ce qui peut aider à l'union de l'Europe. La Société des Nations, née dans l'enthousiasme (rappelez-vous l'arrivée de Wilson !) a donné des preuves sérieuses des services qu'elle peut rendre...

— Ne croyez-vous pas qu'il faudrait, si les choses vont

leur train, constituer aussi une « Société des Français », qui arbitrerait nos querelles...

— Peut-être... Je me sens d'ailleurs incapable de prendre résolument parti dans ces luttes intérieures. Au fond, je crois qu'entre Français ou entre Européens, toutes les difficultés s'aplaniraient si l'on était aussi franc envers les autres qu'on l'est, dans la solitude, avec soi-même...

M. EMILE HENRIOT

Aucun bruit de la rue ne parvient à troubler le silence ; le cabinet de travail où nous accueille M. Emile Henriot semble loin de la ville et de ses agitations. Ces murs de livres, ce décor élégant et familier... nous sommes dans la demeure d'un homme de goût. Et nous craignons presque de manquer de tact en posant nos questions. Mais nous nous avisons que l'auteur d'*Aricie Brun* n'a pas laissé de partager à son heure certaines de nos préoccupations. Dans *A quoi rêvent les jeunes gens*, l'enquêteur ne poursuivait que des fins littéraires ; mais la politique y était cependant invisible et présente ; ses pieds passaient sous la tapisserie. Faut-il remonter à cette époque pour trouver, chez M. Henriot, les premières réflexions civiques ?

— Je pense avec Malherbe, nous déclare M. Emile Henriot, qu'un écrivain n'a pas à s'occuper de la conduite du navire sur lequel il est embarqué. Mais si le pilote ou les matelots viennent à défaillir, il est bien évident que toutes les personnes qui se trouvent à bord doivent aider

à la manœuvre, et travailler à éviter le naufrage commun.

Dans une époque normale, assuré que tout va au mieux, il est permis à chacun de se désintéresser de la chose publique, abandonnée aux mains des spécialistes. Dans une période au contraire troublée et inquiète comme celle-ci, où il paraît chaque jour plus constant que les spécialistes de la politique ne sont pas du tout à la hauteur de leur tâche et ne font rien de bon, il appartient à tout citoyen de se former une opinion et de servir de son mieux.

Je n'ai donc pas d'indifférence *a priori* vis-à-vis de la politique ; mais, d'autre part, j'ai trop le goût des réalisations pour vouloir y jouer un rôle personnel, pour lequel je ne suis pas fait.

— Vous n'avez pas, nous le voyons, d'ambitions électorales... ?

— Comment ferais-je ? j'ai horreur de discourir en public... Je préfère aider du dehors ceux qui sont capables de servir et d'agir...

— Quels partisans, monsieur, ont votre appui ?

— Jusqu'à présent j'ai dû me réserver... cela ne veut pas dire que je me tienne au plafond, comme Lamartine... Voyez-vous, c'est une situation inhumaine que de planer au-dessus de la mêlée ; cela veut dire qu'on se fait *Dieu* ou qu'on se croit *Dieu*, que l'on se juge infaillible... Ce genre d'attitude est d'ailleurs celle qui convient le moins à un littérateur ; elle l'écarte de la vie ; or un écrivain, s'il renonce à dire son mot en politique, peut toujours prétendre exercer une influence morale ; sa mis-

sion est de faire naître le goût des idées, d'amener un perfectionnement de l'individu rien qu'en servant la vérité.

— Croyez-vous que cette mission l'écrivain puisse l'exercer sur le terrain politique ?

— Oui, car dès l'instant qu'il est impossible de soustraire la conduite des affaires à l'influence de *l'opinion*, il faut essayer d'apprivoiser, de civiliser ce monstre ; tâcher de lui faire accepter les médications énergiques que réclame impérieusement l'état présent du malade. Ce rôle de conseiller, voilà par quoi nous pouvons nous mêler à la politique, sans aller à « en » faire nous-mêmes. Encore faut-il que nous ayons des vues sur les affaires : sinon, nous taire. Assez de bavards comme cela.

Jusque-là nous sommes restés sur les frontières communes des lettres et de la politique. Mais nous devons poser des questions plus ingrates ; nous demandons à M. Emile Henriot de quelle culture politique le rapproche la culture tout court.

— Mes idées, ou plutôt mes tendances, je vous l'avoue, respirent un affreux libéralisme. Cela ne me rajeunit pas, et me réserve une place de choix en place de Grève, le jour des exécutions, comme il est toujours arrivé aux Girondins.

— Du moins ne serez-vous que de la deuxième charrette ?

— Je ne siège ni dans la plaine, ni sur la montagne, mais sur les coteaux modérés du juste milieu. Aussi ai-je toujours envie de contredire les partisans aux opinions bien arrêtées ; j'ai des amis dans tous les clans : eh

bien ! ceux de droite doivent me prendre pour un jacobin, et ceux de gauche pour un réactionnaire. Aux uns et aux autres je reproche la brutalité de leurs méthodes ; ils me paraissent victimes d'une grande illusion : la foi dans la révolution ! Comment peut-on imaginer que la violence puisse changer tout de fond en comble ? *Si l'on pouvait modifier radicalement quelque chose, c'est la nature même de l'homme qu'il faudrait d'abord changer.* Il n'est au pouvoir de personne de transformer brusquement cette nature. Tout ce qu'on peut faire, c'est l'empêcher de nuire, et l'améliorer. Mais cela n'est l'œuvre que de la civilisation, et demande des siècles. Cette œuvre elle-même n'est pas assurée de ses conquêtes, car elle se trouve toujours menacée. Je ne pense donc pas du tout que le progrès soit une loi fatale ; l'expérience de l'histoire nous apprend le contraire. En un mot je ne crois pas au progrès, mais je crois à la civilisation, qui va moins vite, mais plus sûrement...

— La guerre...

— La guerre, comme toute révolution, me fait horreur par son caractère de rupture soudaine ; l'une et l'autre commettent le pire des crimes, qui est de détruire ce que tant d'efforts et de patience avaient amassé.

— Croyez-vous que l'on puisse éviter la guerre ?

— Il me semble que si la Société des Nations peut empêcher *une guerre*, c'est déjà beaucoup. Mais ce serait nous leurrer que d'estimer la guerre maintenant impossible ; cette illusion favoriserait la paresse de l'esprit, endormirait la nécessaire vigilance et pourrait nous coûter cher. Il ne suffit pas d'écarter sentimentalement le

spectre des conflits pour les détruire. Ah ! les idées sentimentales ! Que leur puissance d'assoupissement est dangereuse !

— A vrai dire elles contiennent beaucoup de sentiment et peu d'idées...

Mais M. Emile Henriot poursuit :

— J'ai souvent constaté, en lisant les comptes-rendus de tel congrès ou de telle réunion politique dits « de gauche » que c'est au nom de l'humanitarisme, de l'amour des hommes que les hommes se donnent souvent le plus de coups.

M. Henriot sourit, et garde un moment le silence ; nous le tirons de ses méditations :

— Croyez-vous qu'aucune amodiation ne doive être apportée, dans la crise que nous traversons, aux principes de votre « libéralisme ? »

— Depuis quelque temps mes vœux vont à un régime qui serait davantage régime d'exécution que régime de perpétuelle délibération... Que voyons-nous depuis des mois ? Chaque semaine nous est annoncée comme décisive. Mais aucun programme n'est adopté ; nous nous portons chaque jour un peu plus mal, sauf lorsque les Chambres sont en vacances. Déjà pendant la guerre on a bafouillé pendant des années, et le succès n'est venu que le jour où il n'y a eu qu'un chef à l'intérieur : Clemenceau, et un chef aux armées : Foch... Je souhaite le retour de cette centralisation du pouvoir.

— Entendez-vous souhaiter par là l'avènement d'une dictature ?

— Je ne puis vous décrire en détail le système qui au-

rait mon adhésion, car cela n'est pas mon rôle. Je vous répète seulement que je suis partisan de l'autorité pour beaucoup de raisons, dont l'une est que cette autorité est encore le meilleur moyen de nous sauver de la tyrannie, et que je ne sais rien de bas et de néfaste comme la tyrannie du plus grand nombre telle que l'exerce le régime parlementaire.

Il me semble qu'on ne distingue pas assez les caractères qui séparent l'autorité de la tyrannie, et pourtant ! L'autorité acceptera le contrepoids d'une opposition libérale et collaboratrice du pouvoir dont elle tempère les excès. La tyrannie, ivre de sa seule force, n'écoute aucune raison, aucune modération : elle est la toute-puissance donnée au pouvoir. L'autorité telle que nous la souhaitons peut être parfaitement libérale : c'est ce qui en fait d'ailleurs tant détester le principe par les radicaux, naturellement portés à la tyrannie et ne procédant que par obligations à l'égard de leurs articles de foi (laïcité, persécution religieuse, école unique, etc).

— Ne croyez-vous pas qu'un régime d'autorité sera toujours aussi intolérable qu'un régime tyrannique aux intellectuels ?

M. Emile Henriot n'hésite pas à répondre. On sent que son individualisme n'est pas aussi ardent que celui de la plupart de ses confrères :

— On nous dit que le temps est venu pour chacun de faire pénitence. Sur l'autel de la patrie, que les écrivains apportent le sacrifice momentané de leur liberté ! Comme si, d'ailleurs l'esprit n'était pas toujours libre !... Il n'est pas certain que tout le monde soit parfaitement

heureux en Italie : mais il est bien vrai que l'ordre qui y règne assure les conditions de vie les plus favorables au développement de toutes les activités... C'est une erreur de croire, poursuit M. Henriot, qu'un régime autoritaire ait jamais asservi l'esprit. Laissez-moi vous conter une anecdote que je tiens de Bourget. Barbey d'Aurevilly apprit un jour que le directeur de son journal ne lui réservait plus qu'une colonne au lieu de quatre. Il eut ce mot sublime : « Hé bien ! je sauterai dans un cerceau ! » et il réussit à dire malgré tout ce qu'il voulait en quelques lignes. Au besoin il aurait sauté dans une bague... Aucune contrainte ne gêne vraiment l'esprit. Voyez le dix-huitième siècle : nonobstant la censure et le cabinet noir, il est l'époque d'une des plus fécondes floraisons spirituelles qui soient. J'ajoute que c'est sous les périodes de pouvoir absolu que le libéralisme me paraît prendre alors toute sa saveur. Mais oui ! Le libéralisme ne vaut que comme frein. Quand il a toute licence comme maintenant, il se gâte lui-même...

M. MAURICE MARTIN DU GARD

M. Maurice Martin du Gard n'est pas muré dans la république des lettres ; il promène souvent ses pas dans les allées de la république tout court. Il commence en effet par nous déclarer, non sans sourire, et guetter l'impression que produit sur nous un tel aveu :

— Peut-être vais-je vous paraître bien original, mais je suis profondément républicain et démocrate. Et ce

n'est point par dilettantisme ! Je vous expliquerai pourquoi tout à l'heure et je vous exposerai les modifications inévitables, évidemment, que je voudrais voir opérer dans le fonctionnement du travail parlementaire. Individualiste, je considère que la fin de toute politique est l'affranchissement de l'être humain et, pour moi, la condition essentielle de cette émancipation lente, progressive, ne peut-être qu'un régime représentatif et libéral.

— Du moins votre individualisme accepte-t-il le concept de la patrie ?

— La notion de la patrie a pris naissance au dix-neuvième siècle, s'est accusée en 1870 ; depuis elle est devenue moins étriquée, a perdu de sa hargne. Je la trouve d'ailleurs au fond de tous les partis.

— Admettez-vous, ne serait-ce que par commodité, les divisions actuelles des partis ?

— Je crois que ces divisions sont périmées. Droite ou gauche, ce sont des termes qui ont perdu pour moi leur valeur ; je ne puis être actuellement qu'à l'extrême centre ; de toutes parts l'on constate d'ailleurs chez la jeunesse une recherche inquiète qui ne tend pas, en dépit de certaines apparences, à prendre nettement parti pour les positions extrêmes, mais bien au contraire à imaginer la création d'un parti nouveau, satisfaisant du point de vue intellectuel aussi bien que du point de vue nettement pratique et qui ferait de larges emprunts aux divers partis qui s'opposent encore.

— Etes-vous venu à ce nouveau classement des valeurs par vous-même, ou par personnes interposées, en

un mot grâce à ce que Barrès nommait les « intercesseurs ? »

— Vous me demandez mes influences ? Que de disparates, direz-vous ! Elles vont de Voltaire (pour ses *Idées politiques*), de Diderot dont le sens de la liberté humaine est bien plus acceptable que celui de Rousseau, de Lamartine, à cause de ses admirables définitions vivantes du libéralisme, à Péguy pour sa leçon civique et républicaine ; n'oublions pas Barrès qui certes n'est pas ce qu'on peut appeler un esprit politique, qui n'a jamais obtenu des événements les vérifications de ses imaginations politiques (Voyez la Rhénanie en particulier), et qui, en dépit de son goût pour des voyages, n'aimait guère sortir de son petit paysage lorrain. Mais d'autres influences que j'ai subies m'éclairent aussi bien : tiré par la guerre d'une bourgeoisie de gens de robe, de magistrats, de fonctionnaires qui ont eu la notion de l'Etat, et bien du mépris pour le populaire, je connais soudain la richesse sentimentale des humbles que je n'aurais jamais eu sans cela l'occasion d'approcher et de tenir pour des amis. La démobilisation, et puis (je ne veux pas reprendre une charge d'officier ministériel en province !) le manque d'argent font de moi un employé de librairie. Je fais ensuite un stage dans une imprimerie, puis deviens secrétaire de la direction, et je commence à regarder de près le fonctionnement d'une entreprise et à constater que ce qui sépare l'employeur de l'employé, se fait arbitrairement par la faute des uns et des autres. Enfin la création avec mon ami Jacques Guenne des *Nouvelles littéraires* clôt mon expérience d'homme d'action.

On parle beaucoup en ce moment de coopération internationale, d'échanges ; c'est parfait de se connaître et d'échanger des savants, des intellectuels, des livres, des idées, de provoquer des conférences et de faire en sorte que les Européens se connaissent par leurs élites respectives. *Encore faudrait-il ne pas oublier qu'une coopération nationale serait infiniment souhaitable.* Les classes de la société française s'ignorent encore. Une bourgeoisie moyenne qui meurt en ce moment est persuadée que la nouvelle, ouvrière et paysanne, la déteste. C'est très dangereux. De même, à force de considérer les instituteurs comme les parias de l'enseignement, on a excité en eux un ressentiment assez légitime... Ne méconnaissons pas les qualités diverses d'une famille dont les membres sont loin de se connaître bien. Soyons francs ! on ne s'occupe du peuple que lorsqu'il est irrité et qu'il est devenu une proie facile pour le démagogue. On ne songe à prévenir ses revendications le plus souvent légitimes que quand il les expose avec un visage de haine. C'est un peu tard !

Cessons de considérer les syndicats comme des instruments de combat ; tâchons de changer une situation où ni l'ouvrier ni l'employeur n'ont une idée nette de ce qu'ils veulent. Le caractère de l'époque nous en fait une loi. Le grand fait moderne c'est que la révolution industrielle commence à prendre toute son acuité. Elle a commencé le jour de la disparition de l'artisanat : l'artisan était responsable de son travail, protégé par les règlements de sa corporation et assuré de son lendemain par la possession de ses outils. Il travaillait dans des condi-

tions de sécurité suffisantes et l'on ne voit pas assez en France les conditions précaires dans lesquelles travaille l'ouvrier; le machinisme l'a concentré dans les villes, l'a dépouillé de la possibilité de posséder ses outils. De l'autre côté de la barricade, hanté par la concurrence, nous voyons chaque industriel désireux de réduire ses prix de revient ; pour cela, il songe à comprimer les salaires (d'où menace de conflit avec les ouvriers). Et il réduit naturellement, en même temps, la capacité des consommateurs ! Il faut s'opposer à cette conception imbécile où sont en germe les désordres, les anarchies les plus dangereuses. Ne faudrait-il point, peu à peu, supprimer toutes les petites industries, ou plus exactement, que chaque industrie soit limitée à un seul cartel ? L'on éviterait ainsi dans une certaine mesure la concurrence. Et si le commerce ne veut pas s'entendre avec l'industrie et réduire les frais de vente, il faut souhaiter une disparition du commerce et des intermédiaires ; chaque industrie groupée en cartel vendra ses produits elle-même. Une organisation naturelle de la mise en vente des produits, une stantardisation bien comprise ne peut que diminuer encore les heures du travail de l'ouvrier et lui assurer des bénéfices supérieurs. Il n'y aurait plus huit heures de travail, mais six, mais cinq ! Enfin, pour redonner de la dignité à l'ouvrier, il faudrait lui donner des responsabilités, créer des conseils techniques dont il ferait partie, lui apprendre à mieux se servir de son argent, lui accorder la possibilité de posséder des actions de l'entreprise où il travaille.

— Votre programme social est varié. Nous avons

scrupule après avoir entendu votre exposé, à porter l'entretien sur d'autres terrains... Mais enfin vous regardez, nous le savons, au delà des frontières... La situation de l'Europe...

M. Martin du Gard nous arrête aussitôt, il marque d'un doigt levé la faute initiale qui selon lui explique la faillite de notre diplomatie :

— La grande faute, c'est d'avoir en 1919 éloigné l'Allemagne de la Société des Nations. La S. D. N. aurait alors sanctionné des engagements et des accords que nous avons noués depuis avec quelques retards et avec des chances bien inférieures... Tout cela est loin. Ce qui nous console de tout ce temps perdu, c'est Locarno, dont une part de mérite revient sans conteste à M. Edouard Herriot... Je suis pour les solutions parlementaires ; détestant l'anarchie, le désordre des partis extrêmes, déplorant la séduction qu'a pu exercer le groupement d'*Action française.*

Mais je suis parlementaire, je ne veux pas prendre le Palais-Bourbon pour le premier de nos théâtres subventionnés ; on ne doit pas y faire des vocalises ni amuser les galeries. Les transformations dans les méthodes de travail, évidemment, s'imposent. D'abord mettre de l'ordre dans les débats, ne pas traiter toutes les questions à la fois, ne pas joindre les interpellations. Supprimons la tribune. Parlons de notre place. Parlons court, faisons court, c'est le plus difficile évidemment. Et d'abord, organisation de la présidence du Conseil avec un vaste service d'informations, et que ce président du Conseil sans portefeuille soit élu par les Chambres.

Pas tant de discours, de brefs rapports, de larges consultations ; les commissions accueillant régulièrement des délégations des syndicats patronaux et ouvriers.

Nous pouvons parfaitement travailler à réorganiser la *Société France* dans les cadres de la République avec les modifications proposées ; pourquoi la dictature ? Les plus veules et les plus paresseux de mes camarades sont séduits par l'idée de dictature ! Mais le fascisme a été un mouvement national en Italie. Dans notre pays, qui ne redoute pas pour le lendemain matin une émeute communiste, comment imaginer qu'il puisse se développer ?

Quant à la jeunesse ! Je crois bien qu'elle doit prendre une idée de la politique et s'y donner avec un sens profond du devoir civique. Les jeunes ont un rôle à jouer ? Comment donc ! Nos pères ont gaspillé toutes les chances françaises, tantôt avec frivolité, tantôt par l'entêtement qu'ils mettaient à défendre des droits dont ils n'étaient pas toujours très sûrs ; nos pères ont perdu la guerre de 70 ; la dernière guerre, nous l'avons menée sans broncher jusqu'à la paix qu'ils ont perdue. Il est possible de travailler mieux qu'eux au bonheur de l'Etat. Soyons jeunes, mais soyons plus sages et, si j'ose dire, d'une prudence plus hardie. Ne perdons pas le sens critique. Pour les affaires extérieures, ayons de l'imagination et faisons de la psychologie ; nous sommes un petit département de l'Europe, accueillons-y les étrangers sans cesser d'être passionnément français. Et vivons dans deux ans, dans dix ans, non plus à la minute même. »

M. PIERRE BONARDI

Il appartient à la « génération sacrifiée » ; il possède, pour reprendre le mot d'un autre représentant de cette génération, « moins d'amis sur terre que dans les limbes éternels ; » ses camarades, ses frères, comme il aime à les appeler, se nomment Béraud, Dorgelès, Marsan ou Pierre Dominique.

M. Pierre Bonardi serait-il, sans la guerre, devenu écrivain ? La guerre l'a trouvé aux colonies, broussard vigoureux, qui essayait de se faire là-bas une situation lucrative. Les hostilités terminées, il ne reprit point le paquebot ; il demeura à Paris ; il s'est fait journaliste et il a réussi ; il compte parmi nos meilleurs critiques et courriéristes littéraires. Avec Fernand Divoire, avec Gérard Bauër, avec Marsan, Emile Henriot, André Salmon ou Léon Treich, pour ne citer que les premiers, M. Bonardi informe ses contemporains de l'actualité littéraire. D'abord à l'*Ere nouvelle*, où il donna des feuilletons vigoureux, ensuite à *la Volonté*, il ne cesse de faire preuve des qualités les plus sûres.

Pierre Bonardi représente, physiquement, le type de l'orateur. La stature, le visage au menton volontaire, le geste prompt, la voix tour à tour âpre et douce, il a les dons de l'homme né pour parler aux autres ; on l'imagine volontiers, dans une salle faubourienne, solidement campé sur l'estrade, dominant le tumulte qu'il se plaît à exciter puis à apaiser. La passion, la fougue, la vio-

lence même habitent ce corps solide ; s'il le voulait, il entraînerait des foules... Mais Pierre Bonardi ne fait pas de politique et il n'en veut pas faire.

— Je suis pourtant, nous dit-il avec un sourire, en nous accueillant dans son bureau de *la Volonté*, je suis pourtant le vice-président du *Club Camille Desmoulins*... Voilà comment cela s'est fait : Pierre Dominique m'a dit un jour : « Je fonde un *Club;* je te nomme vice-président. » J'ai dit : « Bon. » C'est que je suivrai toujours Pierre Dominique ; je sais que s'il entreprend quelque chose, c'est après mûre réflexion. J'ai toute confiance en lui. Lorsqu'il m'exposa son programme, je le trouvai bon et confirmai mon adhésion. Mais, je vous le répète, je ne fais pas de politique au sens courant du mot ; je ne milite nulle part, comme on parle ; j'ai autre chose à faire : mon métier d'écrivain.

Et cependant ! Ce sont les milieux politiques qu'il me fut donné de fréquenter dans ma jeunesse. A treize ans (je venais d'arriver de Corse à Paris), j'ai suivi assidûment, passionnément les réunions publiques en compagnie d'un vieux socialiste blanquiste, mon parent le docteur Susini ; c'était à Grenelle, un quartier de misère et de travail ; il y avait là notamment feu Chauvière ; Besombes, qui devait devenir conseiller municipal ; Aubriot, promis à la députation, d'autres encore qui firent moins bien leur chemin.

Dès cette époque, j'ai eu le sentiment que deux grandes idées présidaient à tous les groupements politiques : celles qui participent à la misère d'autrui et les autres, qui ignorent cette misère. Les premières sont les idées

révolutionnaires ; les secondes, les idées conservatrices. Vous savez dans quel camp je me suis rangé...

— La Révolution...

— Je n'y crois pas du tout ; j'entends à la révolution dans la rue, à la révolution par les armes, communiste ou fasciste. Au surplus, je pense très sincèrement, et parfois j'en souffre un peu, que les révolutions n'ont jamais supprimé un seul privilège ; elles ne réussissent qu'à changer le personnel des privilégiés.

— Hélas !

— Si donc je suis révolutionnaire, c'est plus par tempérament, par formation que par raison ; mon cœur et mon esprit se livrent souvent combat ; naturellement, c'est mon cœur qui a le dernier mot. Je suis révolutionnaire par goût, par désir d'activité, parce que j'espère en plus de justice, comme je suis, dans un autre ordre d'idées, pour l'assimilation des races ou encore pour la réalisation d'un vaste programme féministe.

— Vous venez de nous dire que vous ne croyez pas au succès d'un mouvement révolutionnaire, quel qu'il soit...

— Pour cette raison primordiale que je cherche en vain, pour diriger ces mouvements, les hommes qu'il faudrait. Une idée ne vaut que par l'homme qui l'incarne. Le bolchevisme ce n'est pas la théorie bolcheviste, c'est Lénine. Le fascisme, ce n'est pas la théorie fasciste, c'est Mussolini. La République, c'est des hommes de chair, c'est Gambetta ou c'est, si vous voulez, Jaurès.

Des hommes, vous dis-je ? Nous n'en avons pas. Les fascistes ? Allons ! allons !... Ce n'est pas sérieux.

— L'exemple italien...

— Parlons, voulez-vous, de l'exemple italien. D'abord, ce qui vaut ici ne vaut pas là et réciproquement ; la dictature ne se copie pas comme une page d'écriture. Ensuite dites-moi les bénéfices *extérieurs* du fascisme, les grands traités, les grandes conventions : zéro. En outre, je suis allé en Italie. Pour moi aucun doute : fascisme égale francophobie. Ces gens-là nous méprisent, nous haïssent. Vous verrez ! Vous verrez !

— A vous entendre, les francophiles italiens...

— ...Se recrutent tous chez les antifascistes, parfaitement ! parce que cela a toujours été ainsi. Les opprimés ne comptent encore que sur la France. C'est notre orgueil.

Notez que je considère avec intérêt la figure de Mussolini : il est prodigieux. Mais il est sa propre victime et, surtout, celle de son entourage. Deux hommes, l'un extrêmement intelligent, l'autre brutal et rude, Federzoni et Farinacci, se tiennent en permanence à ses côtés, derrière lui : le fascisme, c'est eux ! Les événements entraînent Mussolini ; il ne pourra pas empêcher qu'ils le dominent un jour ou l'autre. Le temps n'est plus pour un seul homme de remplir tous les rôles. Napoléon lui-même, s'il revenait, serait impuissant. La vie internationale comporte trop de complications inextricables. La dictature est aussi impossible que la révolution.

— Alors, vous êtes partisan du *statu quo ?* Vous trouvez que tout va bien ?

— Non. Le remède ? Je l'ignore ; je suis écrivain, journaliste ; je sais faire un livre, un article ; je ne sais

pas faire une constitution. Je vous ferai pourtant une confidence ! je pense qu'il faut réformer le Parlement, où la médiocrité tient en laisse l'intelligence. Et ils s'étonnent d'être méprisés, nos parlementaires ! Il y a là trop de bas appétits et pas assez de nobles aspirations. Le remplacer par quoi ? C'est à voir ; une représentation des intérêts me paraît souhaitable comme me paraît souhaitable, au gouvernement, un Conseil de chefs responsables, un Comité de Salut public. Tout ce qui procède du syndicalisme ou tout ce qui y tend me semble bon.

— Décentralisation ?

— Aussi. Décentraliser, c'est la chose urgente, nécessaire, absolument nécessaire. La France meurt de Paris. Paris c'est une méningite, c'est une congestion cérébrale. Je voudrais qu'une première à Marseille, à Bordeaux ou à Strasbourg ait autant de retentissement qu'à Paris ; qu'on lance un livre aussi facilement à Toulouse qu'ici. Dans cet ordre-là, j'applaudirai à tout ce qu'on fera. Pas de séparatisme, mais volontiers, fédéralisme, et, s'il le faut, autonomisme. Ah ! la Corse autonome...

Pierre Bonardi sourit à la patrie qu'il évoque.

— Je mesure mon amour pour ma patrie à l'émotion que j'ai de m'y retrouver quand j'en ai été séparé. J'éprouve cette émotion chaque fois que je reviens à Paris après une absence de quelque durée : c'est ma patrie. Que j'aille à Bordeaux, et je ne sens rien de semblable : ce n'est pas ma patrie. Je suis allé à Venise, à Gênes à Florence. La première fois que je m'y trouvai, je crus retrouver de chers visages. Ma vraie patrie, elle est au-

tant là-bas qu'ici. Je suis Latin. Si je défends la France, c'est pour des raisons uniquement intellectuelles ; que la Corse soit attaquée, je vole à son secours de toute mon âme, de tout mon être. Je ne permets pas qu'on touche à ma mère...

— La guerre...

M. Pierre Bonardi nous arrête. Ce mot a réveillé en lui la révolte. Il se soucie peu de se mettre en contradiction avec ce qu'il vient de nous dire. Il s'est dressé, parcourt avec une sorte de frénésie la vaste pièce.

— La guerre, s'écrie-t-il, ah ! ça, non ! jamais ! jamais plus ! Nous avons trop souffert, trop vu souffrir, trop vu mourir, pour rien ! Pour rien, c'est cela qui nous désespère. Que dis-je, pour rien ? On a fait la guerre, et je l'ai faite, pour d'autres, et pour d'autres qui tiraient les ficelles de chaque côté de la frontière. C'est immoral et c'est horrible. Jamais plus ! Jamais plus ! Rien entendez-vous, rien, ne justifie ça, pas plus que n'importe quel crime individuel.

— D'accord ! Qui donc ne parle comme vous et ne maudit la guerre ! Mais laissez-nous vous demander : que la guerre demain, soit déclarée, la mobilisation ordonnée, Pierre Bonardi touché par un ordre de rejoindre son corps, que fera-t-il ?

— Ah ! Vous mettez le doigt sur le point vif... Si... si ce que vous dites arrivait, il est possible que je parte. Je suis trop orgueilleux pour pouvoir paraître lâche. Mais mon devoir serait de refuser les armes... Toujours cette contradiction, que je notais au début de cette conversation, entre mon intelligence et mon cœur. Celle-là

capitule toujours. Ah ! comme j'admire ceux qui se décident, ceux qui veulent, ceux qui peuvent se décider... Moi, je ne peux pas...

M. RAMON FERNANDEZ

Les lecteurs qui apprécient, dans la *Nouvelle Revue Française* et ailleurs, les essais de M. Ramon Fernandez reconnaîtront le jeu et l'art de sa pensée dans la lettre qu'il nous a envoyée :

« J'ai essayé de me débarrasser de ce qu'il y a de « littéraire », de verbal, dans les théories politiques, de droite comme de gauche qui ont enchanté ma jeunesse, sans pour cela tomber dans l'opportunisme. Je crois qu'il est possible, certains idéaux très simples étant posés, de considérer l'activité politique comme un travail technique, un ajustement progressif et prudent du fait à l'idéal (idéal signifiant ici qui n'est pas encore fait, pas encore un fait), une réalisation de ce qui est réalisable à un moment donné de l'histoire. Le parti *démocratique*, le plus qualifié pour assumer cette tâche, me paraît être le parti socialiste, parce que ses buts sont précis et ses progrès constatables, et aussi parce qu'il est relativement facile de former un état-major socialiste soumis à une stricte discipline que la confusion et les équivoques des autres partis de gauche rendent impossible. Conception plutôt travailliste que révolutionnaire, mais hostile à

une collaboration mal définie avec les partis soi-disant de gauche.

« *Patrie* et *Etat* sont des concepts commodes qui servent à désigner ce qu'on veut, ordinairement à légitimer les intérêts particuliers d'une classe ou d'un parti. Le moraliste Rauh, qu'on lirait aujourd'hui avec fruit, prétend que c'est commettre un sophisme que de passer ainsi, sans crier gare, de l'indéterminé au déterminé. L'historien italien Gaetano Salvemini, quand on lui permettait d'avoir une opinion, interdisait à ses élèves l'usage de ces notions à tout faire contraires à l'honnêteté comme à la rigueur de la pensée. Si nous parlons des traditions, des réactions, des intérêts, des habitudes et des sentiments français, nous savons de quoi nous parlons, et il est incontestable qu'il y a là un complexe *sui generis* qui « nous tient », que nous aimons et qu'il faut défendre. Il est évident d'autre part que les intérêts des non-possédants, qui sont les seuls qui m'intéressent, peuvent entrer en conflit avec les intérêts de la culture, française, elle aussi. La formation d'une élite affranchie des fatalités et des mystères et capable de comprendre ces difficultés et de les résoudre progressivement me paraît aujourd'hui la tâche la plus urgente.

« Croyez, etc.,

RAMON FERNANDEZ.

M. PIERRE LAFUE

M. Pierre Lafue a fait paraître une monographie spirituelle d'un vif intérêt : *la France perdue et retrouvée.* C'est dire combien l'objet de notre enquête est proche de sa pensée, comme le prouvent les réflexions suivantes:

« Depuis quelque temps, l'intérêt que je porte à la politique a beaucoup diminué. La politique, art suprême, c'était bon au temps d'Aristote. De plus en plus c'est une chose très pitoyable.

C'est un mauvais lieu pour l'intelligence, pour l'art, pour le style et même pour l'éloquence.. Elle est grande productrice de lieux communs et de vulgarités usés. Je sais bien qu'il y a des exceptions : Maurras, Romier. Mais ils en restent pieusement à la formule d'Aristote et, quoique mêlés aux luttes quotidiennes, ils n'en observent pas moins les événements « sous l'aspect de l'éternité ».

Car la politique dont il s'agit est celle qui se fait tous les jours, et à laquelle participe une foule toujours plus nombreuse d'intrigants et d'imbéciles. Le pire défaut de l'époque, c'est l'improvisation des gouvernants. *Quelques discours, trois voix de majorité, et voilà un militant de petite ville qui en remonte à Talleyrand.* On ne sait trop parfois si les hommes politiques ont actuellement d'autre rôle que celui d'amuser le pays par le spectacle de leurs querelles et par leurs propos ou leurs attitudes ri-

dicules. Il n'est pas du tout démontré qu'ils agissent encore sur les faits. En voilà assez, n'est-ce-pas, pour justifier l'abstention. Les moyens d'action sont désormais si vulgaires que je renonce à me servir d'eux. *J'ai été candidat : cela a suffi à me dégoûter du dessein d'être ministre.*

Mais cela ne signifie pas — et je m'excuse de bouleverser l'ordre de vos questions — qu'il ne m'arrive parfois de méditer sur le rôle de l'Etat moderne.

Il n'y a pas d'ailleurs de définition idéale de l'Etat qui soit valable pour tous les peuples. Chaque pays doit avoir des institutions *sur mesure*, adaptées à ses besoins, à ses mœurs, aux données de son histoire et de sa géographie. Depuis plus d'un siècle, les peuples ont subi en politique la loi de l'initiation. Beaucoup ont des gouvernements qui, en fait, leur sont *étrangers*.

C'est dire qu'on ne peut conclure *a priori* que le bon gouvernement est aristocratique ou démocratique, républicain ou monarchique. Tout dépend de l'esprit public. A ce point de vue, on pourrait peut-être penser, il est vrai que la démocratie n'est pas le régime NATUREL de la France. En effet, l'esprit public est très inférieur en France à l'esprit particulier. C'est le contraire en Angleterre. Voici donc ce qui explique que les consultations électorales ne donnent chez nous, si on considère l'intérêt général, que de déplorables résultats, car *la valeur des Français est plus individuelle que collective.* Nous sommes dans un pays où l'homme vaut mieux que le peuple. Mais c'est le peuple qui gouverne et l'homme qui pense. Les idées de l'électeur ne sont presque jamais

celles de l'homme privé. Il y a chez la plupart contradiction permanente entre l'opinion électorale et l'opinion réelle. *Aussi, un scrutin est presque toujours un formidable malentendu.*

L'effet produit sur un peuple par un régime politique varie d'ailleurs aussi, selon les nations. Parce que la démocratie est devenue en France une formule de renoncement et de « dévirilisation », cela ne signifie pas qu'il en soit de même partout. Au contraire, en Pologne, par exemple, et surtout en Allemagne, la démocratie tend à développer la vitalité de la race, et, en tout cas, une formule d'expansion et même d'impérialisme. Et, en ce sens, les Français auraient bien tort de croire que la « démocratisation » du monde en serait forcément la pacification, c'est-à-dire la « dévirilisation ».

De la patrie j'avoue, non sans quelque hésitation, que j'ai surtout une conception *utilitaire.*

Il me semble d'ailleurs que, dans beaucoup de cas, le patriotisme ne peut plus être que difficilement un instinct sentimental. La guerre n'a pas changé grand'chose à cela. Au contraire, elle n'a pas interrompu le « déracinement » d'un grand nombre de jeunes Français. Peut-être même l'a-t-elle accentué.

Que peut donc être la patrie pour les déracinés que nous sommes ? Ceci seulement : le lieu où notre développement est le plus certain, où nos pouvoirs sont capables de rencontrer l'adhésion des choses. La patrie, pour nous, c'est le pays dont les puissances sont le mieux adaptées à nos puissances, où nos espoirs ont le

plus de chances à se réaliser, parce que c'est là que nous pouvons tirer le plus aisément profit de la civilisation. Un de mes professeurs disait jadis qu'une patrie est une prison ou un piédestal. Si on donne à ces deux mots un sens modéré, je crois que la formule est assez juste. Pour chacun de nous, en effet, si nous le voulons, la patrie peut être un piédestal, c'est-à-dire le pays où nous sommes capables de remplir nos destinées et de tenir nos promesses. Si nous ne savons pas *nous servir de la patrie,* il se peut qu'elle nous limite, nous opprime, nous paraisse une prison. Mais, en vérité, nous n'avons pas le choix : notre « grandeur » et celle de la patrie coïncident. Développer la France aujourd'hui, c'est nous développer nous-mêmes.

Dans la plupart des pays, le jeu parlementaire a cessé d'être compatible — sauf peut-être en Angleterre — avec une saine administration, en période troublée. Il est, tout au plus, le pis aller des jours paisibles. *Le mal a été aggravé par la représentation proportionnelle, qui achève de dissoudre la notion de force qui existe dans la démocratie fondée sur le système majoritaire.* Les diverses fractions d'une opinion trop morcelée se neutralisent, sans parvenir à asurer cette tyrannie du nombre, qui, à défaut d'un pouvoir plus légitime et moins brutal, donne du moins à l'Etat une base réelle.

De là les gouvernements de « cartels », de « coalition », qui divisent la nation au lieu de l'unifier. Tel qu'il est constitué, représentant plus des passions que des intérêts, il se peut que le Parlement soit l'obstacle essen-

tiel qui s'oppose aux progrès de l'Etat et à son effort de reconstruction.

On ne pourrait l'améliorer, d'ailleurs, qu'en renonçant aux partis et à l'idée même de parti qui fait des Assemblées actuelles les organes d'une sorte de guerre civile permanente.

Cette amélioration est d'autant plus indispensable que la dictature apparaît impossible en France, car toute dictature a pour caractère essentiel d'être provisoire. Or, il ne faut pas s'y tromper : ce n'est pas d'un mal passager que souffre la France. La crise est chronique. Elle a des causes lointaines, historiques, politiques, peut-être physiologiques. C'est une diminution de vitalité. Un long traitement peut seul guérir la maladie française. Ce traitement, un individu ne peut l'appliquer. *Notre pays n'a pas besoin d'un homme, il a besoin d'institutions.*

La révolution est-elle possible ? Oui, mais assez peu probable, si on entend par là un mouvement des masses. Les Français dépensent dans les luttes entre partis la force qu'ils employaient autrefois contre l'Etat.

S'ils réagissent moins à l'oppression qu'autrefois, c'est que les oppresseurs sont trop. Le peuple ne sait où frapper. Il craint même parfois d'avoir à se frapper lui-même. L'Etat actuel, d'ailleurs, tyrannise à peu près tout le monde, mais jamais tout le monde en même temps. C'est ce qui lui permet de durer.

Ceci n'est pas un signe de santé. Le cheval le plus

dangereux pour son cavalier, ce n'est pas celui qui se cabre, mais celui qui se couche sur la route.

Il semble presque que, dans la France d'aujourd'hui, les choses seules soient capables d'agir. Il est probable que quoi qu'il arrive, la nation se contentera d'être SPECTATRICE. Il est malheureux seulement que de nos jours, les doctrines les plus conservatrices doivent, pour triompher, devenir démagogiques.

Le rôle des jeunes ?

Il me semble qu'ils devraient, avant tout, rechercher les principes sur lesquels ils peuvent s'entendre. Il faut qu'ils se demandent s'ils n'ont pas quelque chose de commun à sauvegarder et à développer !

Ils ne doivent pas adhérer à un parti, car c'est renoncer à agir d'une manière efficace.

Surtout, qu'ils évitent de soutenir en politique des théories qu'en philosophie, en science ou en art, ils considéreraient comme puériles, fausses ou périmées. Qu'ils ne se déterminent que selon les conseils de l'expérience et ceux d'une philosophie exacte et non chimérique. Il est malheureux que, trop souvent, chez nous, une opinion politique ne soit pas une vue de l'esprit. Il est admis qu'en politique, la démission de l'esprit est chose naturelle. Les jeunes devraient donc se demander, avant tout, si tel régime, telles institutions sont susceptibles d'une adhésion intellectuelle. Car se prononcer sous un autre patronage que celui de l'intelligence, ce ne peut être que déchoir. « Faire de la politique » est sans doute un sacrifice. Il faut que ce sacrifice ne soit pas inutile...

M. HENRY CHARPENTIER

Ecrivain trop rare pour se mêler à la foule des gens de lettres, dédaigneux du vacarme, M. Henry Charpentier se contente de rimer pour le plaisir, le sien et celui d'amis soigneusement choisis. A peine a-t-il publié un recueil de vers ; il lui suffit qu'il soit écouté de Raymond de la Tailhède et que M. Charles Maurras l'ait distingué.

— J'ai toujours professé, nous dit M. Charpentier en contemplant par la fenêtre le dôme des Invalides, une horreur véritable de la politique. J'eusse souhaité de n'en jamais faire et, si j'en fais, voyez-vous, c'est dans un certain sens : *pour n'en plus faire un jour...*

— ?...

— Le jour où un Etat digne de ce nom remplacera notre Etat défaillant. Aujourd'hui personne n'est à sa place : tout marche à l'envers. Le grand travail, c'est de restituer à chacun son rôle, sa fonction. Nul plus que moi ne déplore que le malheur des temps, la nécessité m'obligent à quitter mes livres et les rimes pour d'autres besognes.

— Vous faites de la politique active ?

— Pas précisément (je n'ai jamais voté), mais je m'y intéresse chaque jour un peu plus. Le Cartel m'a conduit à *l'Action française...*

— Allons donc !

— Mais si ! Jusqu'au 11 mai, je lisais surtout la presse de gauche, *l'Œuvre*, *le Quotidien*. Depuis que je vois que les hommes au pouvoir s'empressent d'oublier

les promesses qu'ils faisaient alors qu'ils appartenaient à l'opposition, j'ai perdu toute confiance en eux et, plus généralement, dans tous les parlementaires. Je me suis mis à lire *l'Action française*. J'ai lu Maurras. Quel édifice que son œuvre politique ! Jusqu'à ces temps derniers, je ne connaissais guère que le poète ou le conteur (et je n'étais pas toujours d'accord avec lui). Sa doctrine m'a conquis ; comment peut-on y résister ? Surtout, comment peut-on résister à l'influence de l'homme ? Vous le connaissez ?...

— Un peu... Trop peu...

— Il est merveilleux ; si simple dans le privé ; si peu homme de lettres.

En entendant parler ainsi notre interlocuteur d'un maître qu'il aime, nous ne pouvons nous empêcher de nous reporter au jour déjà lointain de l'après-guerre où nous avions poussé, pour la première fois, une porte étroite de la rue Saint-André-des-Arts. Charles Maurras était ce petit homme mince, vêtu en commis, et qui parlait tout bas ? On l'entendait pourtant, et, tout de suite, on était frappé.

Mais écoutons M. Charpentier :

— Je suis donc devenu royaliste ; j'ignore si le roi est possible, mais il est désirable et, surtout, nécessaire. Le nécessaire finit par s'imposer. « Je travaille pour demain », dit souvent Maurras. La tâche d'aujourd'hui consiste, en effet, à recruter une élite, à la préparer, à la faire. Le reste viendra tout naturellement. En résumé, je cherche un mandataire pour moi, pour mes compatriotes : le chef héréditaire m'apparaît ce mandataire-là.

— Mais en attendant ?... Une dictature ?...

— Oui, des dictateurs ont réussi — *mais avec le souverain, en accord avec le roi* .

— Vous ne pensez pas attendre le roi les bras croisés?

— Ah ! non ! Qu'on travaille à supprimer le Parlement ; qu'on organise une représentation par professions et par régions ; très bien. J'irai plus loin : je souhaite qu'on soit éligible à vingt ou trente ans et électeur seulement à quarante ou cinquante. Vous riez... Mettons que ce soit une boutade... Surtout, que l'on propage les bonnes idées par la parole, par l'exemple. C'est cela l'essentiel, voyez-vous. Les hommes sont sensibles au bon sens...

— Une question encore : êtes-vous préoccupé par les problèmes de politique étrangère ?

— Je les ignore et ne pourrais vous dire que des banalités.

— Mais encore ?

— Eh bien ! je souhaite, je veux la suppression de la guerre ; mais je ne suis pas assez fol pour y croire... Les Etats-Unis d'Europe ? D'accord, si l'on ne sacrifie pas à la manie de l'unification, si l'on conserve aux peuples, aux pays leurs différences... Au reste, on serait bien embarrassé de les leur enlever... Les faits se moquent bien des hommes !

CONCLUSION

D'autres voix auraient pu augmenter le butin de cette enquête, et nous savons mieux que personne les noms des « jeunes », ou des « presques jeunes » dont l'absence nous appauvrit ; mais s'ils avaient répondu à notre appel, notre impression finale serait-elle différente ? Nous ne le croyons pas, et c'est pourquoi nous ne jugeons pas inutile de dire notre sentiment.

Au début de notre consultation nous pensions obtenir de la part de nos interlocuteurs une réponse à notre propre indécision ; or, il nous apparut rapidement que c'est plutôt de nous qu'ils l'attendaient... « La politique n'est pas mon département... Que l'Etat fasse ses affaires et me laisse faire les miennes ! » Combien de fois n'avons-nous pas entendu ce refrain ! L'écrivain est peu préparé à jouer son rôle dans la tâche qui consiste à remettre de l'ordre dans la maison ; disons-le franchement: dans le désarroi général on ne saurait compter sur lui. « Il faut que l'élite en France se sauve elle-même », affirmait M. Drieu La Rochelle. L'élite de la jeune littérature se sauve à toutes jambes devant toute « mobilisation » civique ; elle démissionne de la politique. Du moins, il nous le semble...

Nous avons craint que notre petit travail ne laissât au lecteur une impression décourageante. Aussi avons-nous demandé à Henri Massis d'élever quelques remparts

parmi les marécages que nous avons découverts. La lettre qu'il a bien voulu nous adresser le montre aussi résolu, aussi armé, en un mot aussi inactuel que possible. Les réponses précédentes ressemblaient toutes à des villes ouvertes, voici un bastion.

LETTRE OUVERTE AUX AUTEURS DE L'ENQUETE « LA JEUNESSE DEVANT LA POLITIQUE »

« Mes chers amis,

« L'heure était-elle bien choisie pour mener une enquête sur la jeune littérature et la politique ? Je ne le crois pas et je vous l'ai dit sans détours quand vous m'avez confié votre dessein de l'entreprendre. Par avance, j'en escomptais le résultat négatif ; et si vous aviez voulu vous convaincre de la faiblesse civique de cette génération d'écrivains, de son indifférence au bien commun, des dangers et des méprises auxquelles elle se trouve du même coup exposée, vous auriez atteint votre but. Mais était-il besoin de solliciter ces confidences ? Quiconque est attentif à ce qu'exprime la jeune littérature a pu le constater ; et permettez-moi d'invoquer le témoignage de Daniel Halévy, cet esprit si sagace, si savant dans l'observation morale, et tout ensemble si « disponible » : « Nos littérateurs, abondants ces récentes années, dit-il, n'ont pas été braves devant l'événement : *ils l'ont fui*... Proust, Dostoïewsky, l'abbé Brémond, Léon Chestow, Paul Valéry, autant d'œuvres, autant *d'itinéraires de fuite*, tous ont été suivis : « Tout l'effort de nos jeunes écrivains tend en effet, à s'abstenir, à refuser la prise de l'événement, à ne pas chercher à le connaître : qu'il s'agisse de contemplation, de psychologie ou de poésie pure, rien qui

ne leur soit prétexte à évasion. Lassitude, intérêt pris ailleurs, sentiment intime de pénurie, d'exténuation, il est malaisé d'interpréter la valeur de ce fait ; mais toute interprétation qui pencherait vers la résignation au mal, ne pourrait que l'aggraver. Aussi bien et dans la mesure où votre enquête fixe un moment de trouble, d'incertitude, vous risquez en le formulant de le prolonger encore. Il y a, chez certains jeunes « littérateurs » d'aujourd'hui trop de complaisance à eux-mêmes pour qu'ils n'essaient pas de tirer quelque avantage d'une attitude où ils ne se raidissent, par mauvaise humeur enfantine, que pour masquer leur propre déconvenue. Est-il utile, est-il juste de les saisir dans cette crise de formation ? La crise est profonde ; les causes en sont multiples, et ceux-là mêmes la subissent qui, plus avancés dans la vie, sont soutenus en leurs recherches par des principes efficaces. Nous le savons : tout est à refaire, tout est à recommencer. Il y a de nouveaux problèmes, il y a de nouveaux devoirs ou plutôt ce sont les mêmes problèmes, les mêmes devoirs, mais ils se posent autrement : sous prétexte que les solutions qui nous furent offertes ont prouvé leur insuffisance ou lassé notre curiosité ; ne cherchons pas à les éluder, mais d'abord à les bien voir. L'esprit, le puissant esprit, s'il est vivant, ne refuse aucun des services de la vie ; et c'est un poète qui l'a dit : « Il faut que les hommes de talent se portent sur les points menacés du cercle de l'esprit et se rendent forts sur ce qui manque à la nation » (1).

(1) Alfred de Vigny. « Journal d'un poète ».

— J'ai choisi la littérature, objectez-vous ; mais la littérature, c'est tout l'homme ; et, bon écrivain, les lois de votre métier vous amèneront à découvrir des vérités qui se peuvent appliquer dans tous les ordres de l'action humaine, car dans le réel tout se tient : en réfléchissant sur les règles propres à l'esthétique, on discernerait les linéaments d'un art de vivre pour l'individu comme pour la société. Et puis, le dirai-je, le premier feu jeté, les premières vanités satisfaites, un écrivain, un « homme de lettres » tourne à l'aigre qui, l'âge venu, n'alimente pas son inspiration à quelque grand objet qui le dépasse et l'élève au-dessus de lui-même. Le chant d'un poète, sa musique intérieure, la part divine qui lui a été donnée en propre, cette unicité du génie, qu'elle est donc précaire et que vite elle s'épuise, si, pour l'orchestrer, la soutenir, la développer, il se prive des ressources infinies que lui offrent les événements, les humanités concrètes et vivantes : qu'il s'agisse de progrès en certitude philosophique, en sagesse politique, en résultats moraux, en croyance religieuse, s'il ne progresse pas dans l'un de ces grands domaines, il se condamne à s'agiter en tout sens, à se fatiguer autour du même thème comme autour d'une proie qui lui échappe. (1)

Mais un changement déjà s'annonce : de jeunes esprits font effort, et se rapprochent de l'événement. Ah ! mes amis, nous avons du travail plein les mains ! Il y a l'unité morale de l'Europe à refaire, les conditions d'un langage commun à retrouver, la philosophie de l'ordre à répan-

(1) Sainte Beuve dès 1831 l'observait en ces termes à propos de Victor Hugo.

dre, la notion de l'homme et de Dieu à rendre manifeste dans les idées et dans les mœurs. Pour restaurer ces grands biens spirituels qui sont perdus, la France est la plus nécessaire de toutes les nations. Ce souffle de notre vie, le monde ne saurait indéfiniment s'en passer. C'est aux jeunes générations qu'il appartient de le ranimer, de lui restituer des vertus contagieuses. Une si grande tâche est bien digne de susciter leurs dévouements qui cherchent un noble but.

HENRI MASSIS.

Le 17 Mars 1928, J. Castellvi, maître-imprimeur à Toulouse, a achevé d'imprimer La Jeunesse Littéraire devant la Politique.

ÉDITIONS DES CAHIERS LIBRES
PARIS — 57, Avenue Malakoff, 57 — PARIS

DERNIÈRES PUBLICATIONS :

JEAN-MARIE CARRÉ

LES DEUX RIMBAUD

avec des inédits d'Arthur RIMBAUD

Un volume in-16 jésus..... **20** francs.

PHILIPPE SOUPAULT

LAUTRÉAMONT

Un volume in-16 jésus..... **12** francs.

WILLIAM BLAKE

Chants d'Innocence et d'Expérience

Un volume in-16 jésus..... **30** francs.

SERGE ESSENINE

REQUIEM

Un volume in-16 jésus..... **30** francs.

Prix : 15 francs.

UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 076147823